

Edmond Vermeil [1878-1964]

universitaire français spécialiste de l'histoire et de la civilisation allemande.
professeur à La Sorbonne

(1939)

HITLER

et le christianisme

Collection
“Civilisations et politique”

LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES
CHICOUTIMI, QUÉBEC

<http://classiques.uqac.ca/>



<http://classiques.uqac.ca/>

Les Classiques des sciences sociales est une bibliothèque numérique en libre accès développée en partenariat avec l'Université du Québec à Chicoutimi (UQÀC) depuis 2000.

UQAC

<http://bibliotheque.uqac.ca/>

En 2018, Les Classiques des sciences sociales fêteront leur 25^e anniversaire de fondation. Une belle initiative citoyenne.

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.](#)

Cette édition électronique a été réalisée par *Michel Bergès*, bénévole, historien des idées politiques, professeur retraité de l'Université de Bordeaux - Montesquieu, directeur de la collection "Civilisations et politique",
[Page web dans Les Classiques des sciences sociales.](#)
à partir de :

Edmond Vermeil [1878-1964]

Hitler et le christianisme.

Paris : Les Éditions Gallimard, 2^e édition, 1939, 103 pp. Collection NRF.



Courriel : Michel Bergès : m.berges.bach@free.fr

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5'' x 11''.

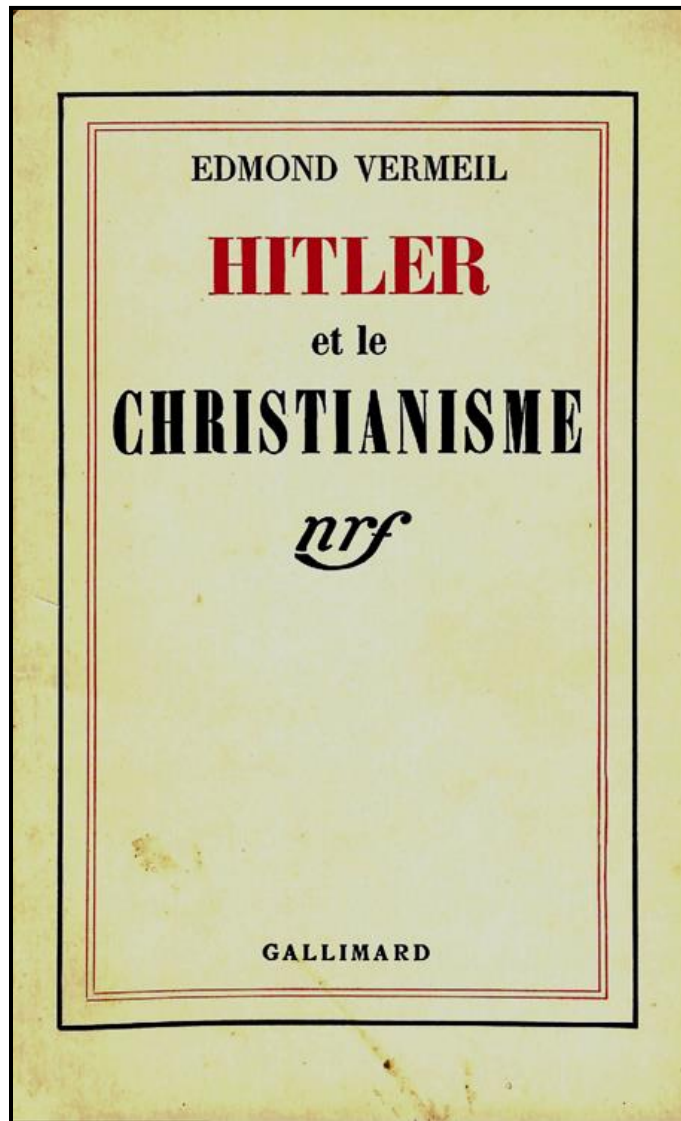
Édition numérique réalisée le 11 octobre 2019 à Chicoutimi, Québec.



Edmond Vermeil [1878-1964]

universitaire français spécialiste de l'histoire et de la civilisation allemande.
professeur à La Sorbonne

Hitler et le christianisme



Paris : Les Éditions Gallimard, 2^e édition, 1939, 103 pp. Collection NRF.

Toute notre reconnaissance à **Michel Bergès**, historien des idées politiques, professeur retraité de l'Université de Bordeaux-Montesquieu et directeur de la collection "Civilisation et politique" pour l'immense travail accompli et toutes les démarches entreprises afin que nous puissions diffuser en libre accès à tous ces ouvrages qui nous permettent non seulement de comprendre mais de nous rappeler.

Michel Bergès



Travail bénévole :

http://classiques.uqac.ca/inter/benevoles_equipe/liste_berges_michel.html

Publications de Michel Bergès :

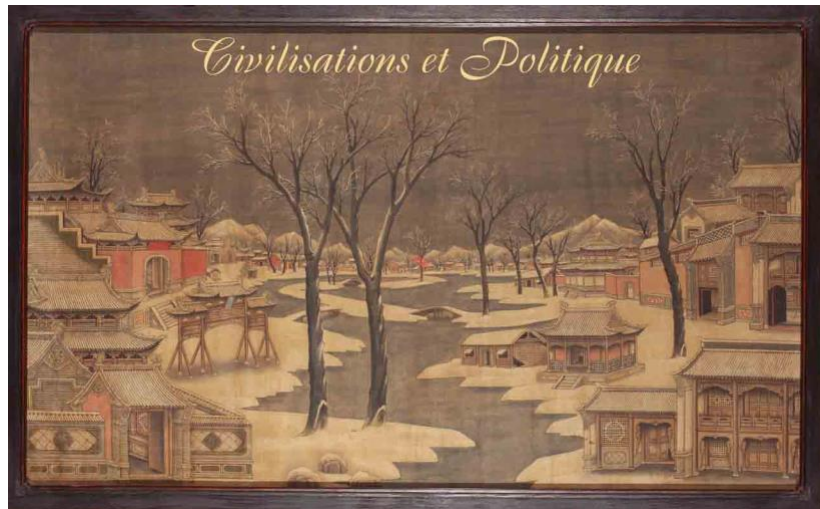
http://classiques.uqac.ca/contemporains/berges_michel/berges_michel.html

Collection "*Civilisations et politiques*" dirigée par Michel Bergès :

http://classiques.uqac.ca/contemporains/civilisations_et_politique/index.html

Un ouvrage de
la collection “Civilisation et politique”

Fondée et dirigée
par
Michel Bergès
Historien, professeur retraité
de l’Université de Bordeaux — Montesquieu



Note pour la version numérique : La numérotation entre crochets [] correspond à la pagination, en début de page, de l'édition d'origine numérisée. JMT.

Par exemple, [1] correspond au début de la page 1 de l'édition papier numérisée.

[103]

Hitler et le christianisme.

Table des matières

[Introduction](#) [9]

Chapitre I. [Origines historiques](#) [13]

I.1. [Le christianisme et les États territoriaux](#) [14]

I.2. [Le pangermanisme religieux et racial](#) [21]

Chapitre II. [Premières polémiques](#) [26]

II.1. [L'offensive national-socialiste](#) [26]

II.2. [Les positions confessionnelles de la première heure](#) [35]

Chapitre III. [Intentions et méthodes de l'hitlérisme au pouvoir](#) [45]

III.1. [Les idées de Hitler sur la décadence et la fin du christianisme](#) [45]

III.2. [Pratiques et méthodes](#) [50]

Chapitre IV. [La persécution catholique](#) [57]

IV.1. [Les premiers actes](#) [57]

IV.2. [La persécution contre le clergé et les Ordres](#) [70]

Chapitre V. [L'État nazi et le luthéranisme évangélique](#) [81]

V.I. [La question doctrinale](#) [82]

V.2. [La question ecclésiastique](#) [90]

[Conclusion](#) [101]

[7]

« Rien ne me retiendra d'extirper d'Allemagne le christianisme jusqu'à ses dernières fibres et racines. »

Adolphe Hitler.

« À la doctrine chrétienne touchant la valeur infinie de l'âme humaine individuelle et de la responsabilité personnelle j'oppose froidement, et en toute clarté d'esprit, une autre doctrine du salut, celle qui affirme le néant et l'insignifiance de l'individu et de son existence future en face de l'immortalité visible dont jouit la nation. »

(Dans *Hitler m'a dit*, par Hermann Rauschning.)

[8]

[9]

Hitler et le christianisme.

INTRODUCTION

[Retour à la table des matières](#)

Le christianisme figure au premier plan parmi les pouvoirs spirituels qui, supérieurs aux races, aux peuples et aux nations, sont actuellement exposés à un danger mortel parce que le national-socialisme hitlérien menace simultanément tous leurs principes, toutes leurs institutions, toute l'influence dont ils disposent dans le monde contemporain.

Le conflit qui depuis plusieurs années met aux prises, en Allemagne, le parti nazi et les deux confessions chrétiennes n'est, en réalité, qu'un épisode dans l'immense lutte, dont on voit les phases se dérouler sur la planète entière, entre les systèmes dits « totalitaires » et les formes variées dans lesquelles s'incarne l'esprit international. Ainsi s'explique et se fonde l'étroite solidarité qui lie aux destinées du christianisme allemand les autres éléments de l'humanisme éternel visés par le même ennemi.

La récente encyclique papale a fixé, du point de vue catholique, les termes de cette opposition avec une admirable netteté :

« Le genre humain..., bien qu'il se divise, en vertu de l'ordre naturel établi par Dieu, en groupes sociaux, nations ou États, indépendants les uns des autres pour ce qui regarde la façon d'organiser et de régir leur vie interne, *est uni cependant par des liens mutuels*, [10] *moraux et juridiques en une grande communauté...* Or, qui ne voit qu'affirmer l'autonomie absolue de l'État, c'est s'opposer ouvertement à cette loi immanente et naturelle,... *c'est laisser au bon vouloir des gouvernants la stabilité des relations internationales et détruire toute possibilité de*

véritable union et de collaboration féconde en vue de l'intérêt général ».

Depuis son accession au pouvoir, le gouvernement du III^e Reich prend à l'égard des Églises chrétiennes des mesures qui relèvent de la persécution systématique et organisée. Sa dictature se propose, en effet, de substituer au catholicisme et au luthéranisme évangélique une religion nationale et purement allemande, suivant la formule bien connue : « Un seul Peuple, un seul Reich, une seule Église ».

Pourquoi cet appel à une religion allemande qui remplacerait le christianisme traditionnel ? Cette situation, unique peut-être en son genre, ne peut trouver ses causes profondes que dans les aspects les plus originaux de l'histoire allemande. Les nazis n'ont pas inventé la religion nationale. Mais c'est à partir de leur avènement au pouvoir que le conflit entre Hitler et les Églises a pris un caractère tragique. On se demande même, depuis le début des hostilités si le national-socialisme n'en viendra pas bientôt à des mesures extrêmes.

La présente étude essaie d'apporter quelques précisions sur les origines du conflit, sur les débuts de la polémique entre national-socialisme et christianisme confessionnel, sur la position que les chefs hitlériens [11] prennent, depuis qu'ils gouvernent, à l'égard des Églises, enfin sur la persécution qu'ont subie, de 1933 à 1939, les catholiques et les protestants du III^e Reich ¹.

[12]

¹ Cette étude doit beaucoup, en particulier pour les textes cités, à deux excellents ouvrages allemands :

– *Hitler gegen Christus, Eine katholische Klarstellung und Abwehr*, von Miles ecclesiae (Soc. d'Études Européennes, Paris, 1936).

– Fritz Lieb, *Christ und Antichrist im dritten Reich, Der Kampf der deutschen Bekenntniskirche* (Ed. du Carrefour, Paris, 1936).

Sans oublier les substantielles chroniques de F. Wendel dans *L'Allemagne contemporaine* (Strasbourg, 1933-1939).

[13]

Hitler et le christianisme.

Chapitre I

ORIGINES HISTORIQUES

[Retour à la table des matières](#)

Le rôle que le christianisme a joué, au cours des siècles, dans l'histoire de la culture allemande se présente sous une forme paradoxale, que doit connaître quiconque désire parvenir à une intelligence complète du problème.

Le christianisme est une religion éminemment universelle, mais qui, en Allemagne, s'est vu contrainte par les circonstances de se fractionner en deux confessions rivales et de se subordonner, en temps de morcellement extrême, aux multiples États territoriaux qui se sont formés à l'intérieur du Saint-Empire et ont subsisté, en nombre réduit, au sein de l'Empire bismarckien. L'étroite liaison entre l'Église et l'État dans les territoires a fait des confessions chrétiennes d'outre-Rhin les alliées naturelles du particularisme.

En face d'elles s'est formée, comme par opposition, une libre religiosité qui, tout d'abord cosmopolite, a tourné au nationalisme après les guerres de la Révolution et de l'Empire. C'est elle qui a engendré le pangermanisme des XIX^e et XX^e siècles.

C'est pourquoi le nazisme, dégageant toutes les conséquences du passé, dresse devant les Églises chrétiennes qu'il essaie de détruire, l'idée et la réalité [14] d'une *Église nationale*, d'une Communauté religieuse et raciale à la fois, qui incarnerait la religion de demain et

consacrerait l'hégémonie allemande, en condamnant le christianisme traditionnel à disparaître.

1. Le Christianisme et les États territoriaux

[Retour à la table des matières](#)

On admet, en général, que les terres allemandes ont été gagnées au christianisme du V^e au X^e siècle environ et que cette christianisation a été le résultat de tentatives convergentes qui, à des époques différentes, sont parties d'Italie, de France et d'Irlande.

Du X^e au XV^e siècle, le Saint-Empire enveloppe une multiplicité de territoires soumis à la domination temporelle de l'Empereur et à l'autorité spirituelle du Pape. Mais la lutte entre le Sacerdoce et l'Empire, l'effondrement de ce dernier au XIII^e siècle, le triomphe des territoires aux deux siècles suivants, enfin la lutte permanente entre le clergé et les manifestations d'une culture germanique d'origine et d'esprit, autant de faits historiques qui donnent à penser qu'une distinction, difficile sans doute à préciser, s'est toujours maintenue, pour les terres allemandes, entre la civilisation que dominaient l'Antiquité et le Christianisme, et le vieux fond racial antérieur à la conquête chrétienne. Evénements dont le rappel importe d'autant plus que les historiens nazis en reprennent présentement l'étude et l'interprètent de leur point de vue, insistant à plaisir sur la résistance que le germanisme nordique a offerte à ces tentatives d'assimilation latine et chrétienne.

[15]

Avec la Réforme du XVI^e siècle commence un nouveau stade de cette évolution séculaire.

La Réforme fractionne tout d'abord l'Église médiévale en trois confessions : le catholicisme tridentin, le luthéranisme allemand et le calvinisme anglo-saxon. Les succès partiels de la Contre-Réforme dans le Sud, l'expansion rapide du luthéranisme dans le Nord et l'incontestable influence qu'a exercée à l'Ouest le protestantisme réformé ont installé dans les Allemagnes ces trois formes du

christianisme moderne, ajoutant les divisions confessionnelles au morcellement territorial.

La Réforme a ensuite rattaché le luthéranisme, et plus tard le catholicisme allemand, aux États territoriaux qui, au nombre de 234, représentaient les seules cellules d'ordre possibles et efficaces dans le Saint-Empire voué à un irrémédiable processus de décomposition. Les traités de Westphalie ont, en 1648, sanctionné ce partage de l'Empire en territoires luthériens et territoires catholiques. De 1648 à 1806, date qui voit disparaître à jamais le Saint-Empire, s'y est développé en pleine liberté le territorialisme, système en vertu duquel chaque État exerce sur son Église respective le contrôle le plus rigoureux. En outre, les Églises luthériennes sont Églises d'État. Et, dans chaque territoire luthérien, le monarque est évêque suprême (*summus episcopus*) de l'Église.

La juxtaposition et la coexistence de ces innombrables États-Églises territoriaux a eu comme conséquence, à la fois pour le protestantisme et le catholicisme, de renforcer l'orthodoxie, de dessécher la piété personnelle et de condamner au pédantisme toute la pédagogie ecclésiastique, l'école étant partout confessionnelle. [16] Le rationalisme et le piétisme modernes ont provoqué sans doute, à partir du XVII^e siècle, une réaction intellectuelle et sentimentale bienfaisante à tous égards. Mais elle n'a point empêché l'élite allemande de se détourner à jamais, entre 1750 et 1815 environ, de ces Églises officielles et de la tradition chrétienne renouvelée par la Réforme et ses conséquences.

Dans le cadre de la Confédération Germanique et du *Reich* bismarckien, au cours du siècle qui s'est écoulé entre le Congrès de Vienne et l'armistice de 1918, le sort des confessions chrétiennes a subi en Allemagne de profondes modifications.

La cause principale en est la simplification territoriale que Napoléon et Bismarck ont successivement accomplie outre Rhin. La Confédération Germanique renfermait encore *quarante*, l'Empire bismarckien seulement *vingt-cinq* États. Or, dans la plupart de ces États élargis et reconstruits, qu'il s'agisse de la Prusse ou du Sud-Ouest allemand, les deux confessions se trouvaient côte à côte. Un problème nouveau s'était imposé à l'attention des gouvernements : celui du

paritéisme, à savoir du traitement équitable que les dynasties devaient en principe accorder aux protestants et aux catholiques.

Or, rien de plus complexe que la carte confessionnelle de l'Allemagne, même sous Bismarck et Guillaume II.

Le bloc protestant comprend la Prusse de l'Est, le Brandebourg, la Poméranie, le Mecklembourg, le Schleswig-Holstein, l'Anhalt et la Saxe prussienne. Le bloc catholique renferme la Bavière, la Prusse rhénane et la Westphalie. Les deux confessions se [17] mêlent fortement en Hesse, Bade et Wurtemberg, dans le Palatinat et en Silésie. De grosses enclaves protestantes se trouvent en Bavière et sur le Rhin, des enclaves catholiques moins considérables dans la plaine du Nord-Est.

Le cadre créé par l'Empire bismarckien avait permis aux États et aux Églises d'Allemagne de régler leurs rapports sans statut général pour la totalité de l'Empire, statut qu'avaient cependant réclamé les catholiques au lendemain de la guerre franco-allemande. Mais, après l'inévitable conflit, après le « *Kultur-kampf* » qui devait éclater en Prusse au cours de la première décennie bismarckienne, un compromis s'était partout imposé entre l'étatisme tyrannique de l'ancien territorialisme et le régime de la séparation pure et simple dont les Allemands n'ont jamais voulu.

En fait, les États allemands s'attribuaient une mission civilisatrice et, comptant sur l'aide des confessions pour la remplir, ils cherchaient à mettre leurs intérêts matériels et moraux en harmonie avec le christianisme officiel. Les deux confessions recevaient de chaque État, en principe, des privilèges égaux et y disposaient d'une indépendance relative. Elles étaient des *Corporations de droit public* (*öffentlich-rechtliche Körperchaften*) qui s'administraient elles-mêmes, mais sous le contrôle d'un État avec lequel, chacune en son domaine, elles confondaient plus ou moins leurs fins. Bien qu'elles fussent conservatrices de tendances, elles avaient habilement utilisé le libéralisme pour défendre leur autonomie relative. En particulier, les catholiques avaient une théorie et une pratique de la liberté de l'Église très souples et très raffinées qui leur permettaient de maintenir leurs liens avec Rome [18] tout en réclamant pour les Églises allemandes une autonomie considérable au sein des divers États et sous l'égide du *Reich*. En outre, le caractère corporatif des confessions leur permettait

de percevoir un impôt dit « ecclésiastique » (*Kirchensteuer*) sur la base des rôles civils.

Cette solution, qui cherchait visiblement une moyenne entre l'ordre médiéval et l'étatisme absolu, était donc fort différente de la solution *anglo-saxonne*, d'après laquelle la religion était une puissance de nature sociale, mais non politique, et de la *solution française*, qui *séparait* radicalement les Églises de l'État républicain et laïque.

En Allemagne, le rôle de la religion restait *plus politique que social*, bien que, sous ce dernier aspect, le catholicisme et le protestantisme eussent accompli, dès la fin du XIX^e siècle, de considérables progrès. Soutenue par l'aristocratie conservatrice, par une partie des classes moyennes et par la majorité des paysans, la religion était défendue par *deux partis politiques* : les *Conservateurs*, pour le protestantisme évangélique de Prusse, et le *Centre*, pour les catholiques de toutes régions. Ces deux partis se trouvaient en fort bonne posture au *Reichstag* et dans les Parlements des États. On sait le rôle de pivot parlementaire que le Centre a joué, avant la guerre mondiale, dans la politique intérieure bismarckienne parce que, masse flottante, il ne se portait délibérément ni à droite ni à gauche.

Non seulement la religion assurait le maintien de l'autorité, de la discipline et de l'ordre, *mais elle soutenait visiblement le militarisme*. Éléments constitutifs de l'Empire, les États avaient besoin des confessions [19] pour maintenir la monarchie fédérale et militaire. Inversement les confessions ne pouvaient se passer d'eux, le protestantisme pour sauvegarder son existence et son unité relative, le catholicisme pour la garantie de ses précieuses libertés.

La Constitution de Weimar s'est contentée de supprimer l'Église protestante d'État. Avec les dynastes sont partis, en 1918, les « *summi episcopi* ». On a adopté à Weimar une innovation, à savoir des règles uniformes pour la vie confessionnelle et ses rapports avec les États dans l'ensemble du *Reich*. La répartition des compétences conférait au *Reich* le droit d'imposer aux États des principes en matière ecclésiastique et scolaire. D'autre part, les Églises protestantes se voyaient obligées de se réorganiser. La Constitution nouvelle a donc sanctionné la pleine liberté de croyance et de conscience comme l'entière indépendance des droits et des devoirs civiques à l'égard de la religion.

Mais, pour éviter ce saut dans l'inconnu qu'eût été l'adoption des principes occidentaux et d'un droit ecclésiastique purement privé, *elle conservait aux confessions chrétiennes leur caractère de Corporations officielles*, ce qui impliquait le pouvoir disciplinaire, le droit d'imposition, la protection et le contrôle de l'État, l'assimilation partielle des deux clergés au fonctionariat. La Constitution abandonnait aux États le soin de régler pratiquement leurs rapports avec leurs Églises. Enfin, grâce à d'habiles compromis conclus entre la Socialdémocratie et le Centre, le système maintenait l'école confessionnelle.

Le rôle nouveau que l'institution de la République valait au Centre a permis au catholicisme de profiter [20] d'une situation exceptionnelle pour devenir l'un des grands bénéficiaires du régime weimarien. Non seulement il a renforcé ses propres organisations, mais il s'est emparé en toute légitimité de fortes positions administratives dans les Communes, les États et le *Reich*. Il a eu plusieurs Chanceliers : Fehrenbach, Wirth, Marx et Brüning. C'est sous leur égide que la Papauté a conclu de nouveaux Concordats avec la Bavière, la Bade et la Prusse. Les Églises protestantes se sont réorganisées avec l'appui des États, mais sans les liaisons intimes qui les unissaient autrefois au pouvoir officiel, puisque la Constitution de Weimar a supprimé l'Église d'État. Elles n'ont ni démocratisé leurs institutions respectives, ni réalisé cette Église nationale et populaire que d'aucuns rêvèrent en 1919. Quand le Chancelier Marx forma, en 1927, un cabinet de droite où le Centre s'alliait aux Nationaux-Allemands défenseurs de l'orthodoxie luthérienne, les deux confessions réunies tentèrent, mais vainement, de reprendre leur ascendant sur la jeunesse, de rendre à l'école confessionnelle son exclusivité absolue et aux deux clergés leur droit de regard sur l'enseignement public.

Les trente Églises territoriales du protestantisme et les éléments concordataires du catholicisme sont à peu près restés, dans la République, ce qu'ils furent sous l'Empire. La carte religieuse de l'Allemagne restait aussi bigarrée que par le passé. On n'envisageait ni Église nationale pour les protestants, ni Concordat du Reich pour les catholiques. L'Allemagne confessionnelle souffrait ainsi toujours d'un étrange morcellement qui favorisait le pluralisme, c'est-à-dire cet état de décomposition interne et de dissociation latente [21] qui expliquait l'insigne faiblesse du régime républicain.

2. Le pangermanisme religieux et racial

[Retour à la table des matières](#)

Seul cet arrière-plan historique, d'ordre territorial et confessionnel, nous permet de comprendre pourquoi l'idée et le mythe d'une religion nationale allemande ont pu se former et se développer en Allemagne. C'est de là, en effet, qu'est finalement sorti le III^e *Reich*, avec sa pseudo-doctrine raciste et son régime soldatique, ce *Reich* qui, visant à l'unification et à la mobilisation totales de ses énergies constitutives, exige l'élimination non moins totale, non seulement du judaïsme, mais encore des confessions chrétiennes elles-mêmes et des sectes qui gravitent autour d'elles.

Voici bien le paradoxe ou, si l'on veut, la tragédie par excellence de l'Allemagne. D'une part, la diversité confuse et les aspects multiples d'un confessionnalisme attaché à ses traditions locales. D'autre part, l'affirmation de l'unité et de la grandeur nationales sur un plan religieux. Le premier *Reich*, celui du Saint-Empire, s'était effondré avec le rêve allemand. Le second, celui de Bismarck, n'avait pu vaincre la dissociation territoriale et le pluralisme politique et confessionnel qui en était résulté. Allait-on concevoir un troisième *Reich* qui, synthèse des deux premiers, fondrait dans l'unité reconquise les éléments disparates venus d'un passé trop chargé d'Histoire ? Ce ne sont pas les chefs nazis qui l'ont inventé, ce troisième *Reich* ! Il hante depuis des siècles les cerveaux germaniques visionnaires.

[22]

Longue genèse à reconstruire, aussi curieuse que mal connue. Karl Barth, le théologien suisse qui résiste au III^e *Reich* avec l'énergie que l'on sait, se trompe sans doute quand il écrit que le conflit actuel s'explique par deux siècles seulement d'histoire et de pensée religieuses. Il faudrait, en réalité, remonter à la mystique allemande des XIV^e et XV^e siècles, surtout à la Réforme luthérienne et à ses prolongements immédiats, sans oublier les efforts remarquables que Leibniz et Kant ont accomplis, du XVII^e au XVIII^e siècles, pour interpréter à leur manière les dogmes fondamentaux du christianisme et

se porter au delà du schisme confessionnel vers un christianisme nouveau, capable d'unifier l'Allemagne et l'Europe.

Sans aller si loin, l'origine première du phénomène remonte justement à la fin du XVIII^e siècle, à cette période où le morcellement territorial a pris en Allemagne, peu avant la chute du Saint-Empire, son caractère le plus accusé.

Mal satisfaites par les Églises territoriales, par leur rigoureux dogmatisme orthodoxe, par la lourdeur de leur organisation et le pédantisme de leur enseignement, les aspirations religieuses des Allemands, sollicitées par la philosophie des lumières, par le piétisme et par les tentatives de modernisation chrétienne, se sont progressivement muées en une religiosité de caractère poétique et panthéiste, hostile à l'étroitesse confessionnelle, d'accent encore chrétien, mais entièrement libre à l'égard du dogme et des institutions ecclésiastiques, vraie mystique profane qui constitue le fond même du classicisme et du romantisme allemands.

La sécularisation du christianisme a pris, en effet, [23] des formes très particulières en terres allemandes. Du christianisme confessionnel on passe, non pas uniquement, comme en France, à la libre pensée laïque, mais à une *libre religiosité*. Cette religiosité demeure *cosmopolite* à l'époque classique, avant et après la Révolution Française. Mais les guerres de la Révolution et de l'Empire, au cours desquelles l'Allemagne humiliée constate l'impuissance politique et militaire que lui vaut le morcellement territorial, orientent cette religiosité, à l'époque romantique, vers le nationalisme, vers l'apologie du « *Volkstum* », vers l'idée que l'Allemagne de demain sera, par rapport à la France révolutionnaire, républicaine ou impériale, une Communauté religieuse, non pas chrétienne au sens catholique ou luthérien du terme, non pas fragmentée en Églises régionales, mais uniquement nationale et allemande.

L'Allemand devra donc désormais confondre sa religion personnelle avec son appartenance au Reich, au Reich jamais achevé, toujours en devenir.

C'est le pangermanisme religieux et racial. Il semble avoir passé, aux XIX^e et XX^e siècles, par deux phases distinctes que ces deux qualificatifs désignent adéquatement.

Il s'agit, tout d'abord, d'un pangermanisme chrétien ou *christianisme germanique* dont les Allemands auraient seuls le secret. Ce christianisme leur permettrait de vaincre le dualisme confessionnel dont ils ont si longtemps souffert et qui fait obstacle à leur unité politique. On voit s'en ébaucher la conception, avant 1850, chez un certain nombre de philosophes protestants et de publicistes catholiques, les premiers luttant pour la Prusse, les autres pour l'Autriche, tous communiant dans une seule et même espérance d'un *Reich futur*, [24] d'une Allemagne qui offrirait à l'Europe et au monde *un modèle de société parfaite et totale, à la fois prussienne et allemande, unitaire et fédérale, monarchie et république, aristocratie et peuple*. Ce rêve singulier se précise plus tard chez Constantin Frantz, Paul de Lagarde et Richard Wagner. Parsifal régénérant le Grâl, n'est-ce pas le héros allemand qui purifie l'Allemagne des maléfices de Klingsor, c'est-à-dire des influences étrangères qui la détournent de son principe ?

Mais, pendant le règne de Guillaume II, en particulier sous l'action de Gobineau, de Nietzsche et du biologisme de l'époque, apparaît une forme nouvelle de ce pangermanisme : *le racisme antisémite*. On en trouve sans doute les premières traces dans la période précédente, avec l'idée que l'Allemagne sera un jour *la Race sainte*, succédant ici aux Hébreux et aux Grecs. C'est à partir de 1890 que la doctrine se précise. Divers publicistes, tels que Driesmans et Langbehn, l'élaborent. Elle s'épanouit dans l'œuvre de Houston Stewart Chamberlain, Anglais germanisé dont l'ouvrage, *Les Assises du XIX^e siècle*, qui fit tant de bruit lors de sa publication, apprit aux Allemands que, s'ils étaient un composé de nombreuses races, ils pouvaient *se racer*, c'est à dire assurer la prépondérance à l'élément *nordique*, à la Race supérieure qui serait, d'après les pangermanistes, à l'origine de toutes les cultures supérieures et consacrerait en Europe l'hégémonie du *Reich* futur.

Ces doctrines contiennent les éléments essentiels de la « *Weltanschauung* » nazie, qu'il s'agisse de ses aspects négatifs et des critiques qu'elle adresse à toutes les formes de l'internationalisme, ou de ses aspects positifs, du racisme biologique et autoritaire.

[25]

Cet historique sommaire justifie les conclusions que voici.

Le Saint-Empire romain de Nation allemande avait tenté, avant la Réforme, d'associer l'universalisme chrétien aux intérêts et aux ambitions de la Nation allemande.

Or, à partir de la Réforme, la civilisation allemande s'est développée sur deux plans : sur le plan *concret* des *territoires* et sur le plan *imaginaire* du *Reich hégémonique*, dont la petite Allemagne de Bismarck ne prépare que de loin la réalisation.

Avec ses deux confessions, le christianisme s'est trouvé, en raison des circonstances et grâce à une conception particulière des rapports entre Églises et États, étroitement lié aux Pouvoirs territoriaux.

Il en est résulté un désaccord fondamental entre le christianisme et le nationalisme, ce dernier tendant à prendre, aux XIX^e et XX^e siècles, le caractère d'une religion nationale et d'une Communauté religieuse en même temps que raciale et biologique.

Tandis que le christianisme allemand abandonnait peu à peu la cause de l'universalisme, le pangermanisme, ou universalisme allemand, abandonnait la cause chrétienne. Telle est, à notre sens, la véritable origine du conflit actuel entre l'hitlérisme et les Églises.

[26]

Hitler et le christianisme.

Chapitre II

PREMIÈRES POLÉMIQUES (1920-1923)

[Retour à la table des matières](#)

Héritier du pangermanisme antérieur à la guerre mondiale, le nazisme n'a pas attendu son avènement au pouvoir pour attaquer le christianisme. La lutte commence dès 1920. On essaiera de fixer, pour cette période, les arguments auxquels les Nazis ont recours et les positions essentielles des confessions.

1. L'offensive national-socialiste

L'hitlérisme a pris naissance dans la zone médiane qui représente à peu près la moitié de la collectivité allemande. Cette zone renferme deux classes moyennes distinctes. La plus ancienne, celle des *possédants*, comprend les agriculteurs, les petits industriels, les artisans et les commerçants. La plus récente, celle des *salariés*, a comme ressortissants les employés, les fonctionnaires et les gens des professions libérales, catégories sociales auxquelles l'organisation administrative et la prospérité économique du *Reich* bismarckien ont donné une si extraordinaire extension. Issu de ce [27] centre, le national-socialisme a utilisé, vers la droite, l'aristocratie terrienne et la haute bourgeoisie, oligarchie numériquement réduite, mais qui, pour maintenir sa puissance, a soutenu Hitler de ses deniers et de son influence. Puis il a gagné, vers la gauche, une partie de l'immense

prolétariat allemand qui, représentant l'autre moitié de la population, s'étendait à certaines couches sociales assez composites, sur lesquelles la prédication nazie pouvait avoir prise.

Le triomphe de l'hitlérisme s'explique psychologiquement par le heurt qui, dans les classes moyennes, s'est produit, sous l'action d'une détresse économique et morale sans précédent, entre leur mentalité restée farouchement *bourgeoise* et le fait brutal de la *prolétarisation* à laquelle l'inflation les a condamnées. Des mobiles d'ordre religieux s'y sont ajoutés. D'une part, certain indifférentisme confessionnel, particulièrement sensible chez les protestants, antérieur à la guerre, mais aggravé depuis par l'antisémitisme. D'autre part, la nostalgie d'une foi nouvelle et consolante, d'un nationalisme enthousiaste concernant le *Reich* futur.

Or, ces classes moyennes comprenaient, avec la jeunesse universitaire, une foule de pseudo-intellectuels, produits des « *Realschulen* » et d'une pédagogie insuffisante, milieux où régnaient l'incertitude idéologique, la fausse culture, l'orgueil blessé, le sentiment amer de la déchéance et des humiliations subies, une crédulité sans limites. C'est là que devait renaître, et cette fois *contre le christianisme*, le rêve de l'unité et de la puissance nationales, rêve de force pure et de totale destruction du monde existant, soutenu par ce solidarisme massif que diverses traditions syndicales avaient engendré dans cette classe d'hommes [28] où abondaient les anciens combattants et des chômeurs de toute nature.

Les confessions chrétiennes se trouvaient prises dans l'implacable lutte que le nazisme entreprenait contre le régime weimarien. Le Centre catholique était, avec la Social-démocratie, un des plus solides piliers de la République. Si les protestants évangéliques n'avaient pas de parti déterminé à leur service, ils n'en étaient pas moins fortement représentés dans le nationalisme vieille manière et chez les démocrates. Les deux confessions avaient d'ailleurs tenté, comme le socialisme modéré, de capter la bienveillance des classes moyennes et de satisfaire à force de compromis leurs intérêts multiples et le plus souvent divergents. L'échec final de l'idéologie chrétienne et l'action socialiste avaient laissé ces éléments dépourvus de toute solide organisation et totalement désemparés entre la concentration patronale et les syndicats prolétariens.

Le nazisme reprend avec souplesse et habileté ces méthodes usées pour les mieux démolir. Il va leur substituer ensuite les siennes. Il utilise un programme apte à satisfaire les revendications les plus hétérogènes, sollicitant à la fois le nationalisme exaspéré et l'orgueil professionnel des classes moyennes. Il réussit par ces moyens à galvaniser une petite bourgeoisie affolée par la détresse collective. *Il vulgarise à son intention le pangermanisme religieux et racial, qu'il corse fortement de propagande anti-judaïque et anticommuniste.* Il inculque aux masses une mystique qui rompt avec toutes les attaches connues, avec tous les obstacles du passé historique ; une mystique qui se veut uniquement nationale et *prophétique*.

[29]

Dès lors le conflit entre nazisme et christianisme devenait irréductible. On en trouve la première expression dans les vingt-cinq points de 1920 et dans les principaux écrits d'Hitler et de Rosenberg.

Dans le programme originel du Parti nazi, l'article 4 assurait aux confessions l'égalité de traitement. Elles seraient, disait-on, libres et respectées *si elles ne menaçaient ni la morale de la Race germanique, ni l'existence de l'État.* Le Parti admettait le christianisme « positif », sans se lier à aucun dogme déterminé. Il se proposait de combattre le matérialisme juif et de *subordonner toute la vie religieuse à l'intérêt de l'État.* Article d'apparence anodine, qui voilait habilement le danger suspendu sur les confessions, à une époque où mieux valait sans doute ne pas les heurter de front.

Dans *Mein Kampf*, Hitler n'est pas très explicite. Il dit et répète que le national-socialisme ne prétend pas substituer une conception du monde ou une religion au christianisme. Il déclare simplement, comme le programme de 1920, qu'il exigera des Églises un christianisme *positif* et *national*, l'unité absolue de la nation visant à assurer la satisfaction de ses vœux les plus légitimes. Le peuple allemand n'ayant jamais eu ni volonté générale, ni cohérence ou stabilité, les deux confessions feront bien de cesser leurs querelles, que le Juif attise pour en mieux profiter. Et Hitler de leur demander d'*accepter l'antisémitisme, de répudier l'Ancien Testament et toute tradition d'origine Israélite, de tourner uniquement leurs regards vers le mouvement national, qui ne saurait d'ailleurs se passer d'elles.* Les masses ne s'intégreront dans le *Reich* que si, animées d'une foi nouvelle, elles transforment leur

conscience nationale en vraie religion. Hitler semble ménager pour [30] l'instant les confessions, en particulier le catholicisme dont il admire par ailleurs la forte discipline et la puissance d'organisation sociale. Mais il précise l'exigence dans le sens de l'antisémitisme.

L'attaque décisive, c'est Rosenberg qui la porte, dans son *Mythe du XX^e siècle*. Le catholicisme, l'Internationale noire, est l'objet de sa haine. Reprenant l'idéologie de Nietzsche, de R. Wagner et de H. S. Chamberlain, il ne se montre pas moins hostile à Rome qu'au judaïsme. Ses idées se ramènent à quelques propositions assez connues.

L'homme saisit par intuition le mystère de la Race quand il descend au fond de sa nature subconsciente. C'est là qu'il retrouve les traits fondamentaux, c'est là qu'il entend les appels de la collectivité raciale dont il fait partie. Il devient ainsi un vrai fils de sa nation, un rejeton vivant de la Communauté qui est sa véritable Mère. S'il se détourne de ces voix intérieures, s'il se laisse séduire par l'intellectualisme abstrait qui le sépare de sa vraie nature, du sol qui est le sien et du sang qui le lie à la collectivité, alors il est victime de ces fallacieuses Internationales que la raison grecque, chrétienne, libérale ou socialiste ne cesse d'engendrer pour le plus grand malheur des hommes. Cette argumentation curieuse présente, sous sa forme dégénérée, l'opposition que la pensée allemande a de tout temps statuée entre la vie spontanée, naturelle ou instinctive et l'intelligence ou l'entendement, considérés comme facultés de second ordre. Sans oublier cette idée de Nietzsche que la décadence commence avec la conscience claire.

Grâce à cette interprétation, Rosenberg peut proscrire, par hostilité contre l'intellectualisme, toutes [31] les Internationales, c'est-à-dire toutes les doctrines et tous les systèmes à prétentions plus ou moins universelles, en premier lieu le catholicisme romain. Son livre contient l'arsenal complet des arguments que la pensée allemande a, depuis des siècles, produits contre Rome.

Selon Rosenberg, le christianisme catholique a, sous la forme et sous l'influence de l'Église romaine, corrompu le peuple allemand tout entier, depuis les premiers temps de la christianisation jusqu'à la Réforme du XVI^e siècle et depuis Luther jusqu'à l'époque contemporaine, soit en raison des positions importantes que la Contre-Réforme a assurées au catholicisme romain en pays allemands, soit parce que le luthéranisme lui-même est resté fidèle à l'Ancien

Testament et au christianisme universel. Telle est la thèse générale de Rosenberg. En fait, il n'invente rien. Il se contente de reprendre et de regrouper contre l'Idée romaine et son rôle historique, contre les institutions catholiques et certains aspects du luthéranisme, les arguments que les pangermanistes ont de tout temps avancés contre eux.

Le premier et le principal de ces reproches, c'est que Saint Paul a judaïsé le christianisme primitif, en le détournant de sa voie naturelle. Saint Paul a remplacé le vrai Christ, le Christ aryen et héroïque, modèle de toutes les vertus combattives, de tous les sacrifices à une grande idée communautaire, par ce faible Christ que Dieu aurait envoyé sur terre comme simple Médiateur chargé d'apporter aux hommes, victimes du péché originel, le salut éternel, à savoir l'humilité, l'amour, la fraternité et la paix permanente. Démonstration bien connue, et qui remonte à Nietzsche, [32] à son analyse célèbre de la « maladie » chrétienne. Le vrai christianisme, selon Rosenberg, amène les âmes, par la violence s'il le faut, à la surhumanité héroïque. En abandonnant cet idéal, idéal par excellence nordique, le christianisme sémitisé a abêti toute l'humanité occidentale. Car, si l'histoire universelle a un sens, elle le doit uniquement au Nord, centre de la création, lumière originelle, Race supérieure source de toutes les grandes civilisations, principe de ce monde galiléen où le Christ a vécu et souffert. Il serait vain d'énumérer, surtout de discuter les arguments de Rosenberg. Il procède, d'ailleurs, par affirmations aussi péremptoires qu'invérifiées. Pour lui, la vraie Rome, la Rome antique, a été elle aussi une création de l'Esprit nordique. Mais de fatals mélanges de races s'y sont produits. La doctrine du péché, de la grâce et de la rédemption, de l'humilité et de la soumission a corrompu le christianisme originel. Le sentiment du péché est marqué au coin de la bâtardisation raciale. À la culture gréco-latine véritable, issue du nordisme comme celles de l'Inde et de la Perse, s'est substitué ce christianisme dégénéré qui devait plus tard conquérir et par conséquent amollir le monde germanique. Rosenberg se garde bien d'expliquer pourquoi ce christianisme prétendu décadent a pu imposer aux Germains, pendant des siècles, ses institutions, sa morale et sa culture. Il lui suffit de déclarer que le catholicisme et le protestantisme sont vermoulus et prêts à s'effondrer, que seul le christianisme *positif*, c'est-à-dire *germanique*, rendra au monde allemand et européen ses vertus et sa force perdues. Rosenberg ne tait

d'ailleurs pas ses sources, en particulier les écrits de H. S. Chamberlain, qui a passé [33] le meilleur de son existence à démontrer que les Germains sont seuls capables de régénérer et de reconstruire l'Europe.

On démontrera ensuite, contre toute vérité historique, que la Papauté est seule responsable du morcellement territorial antérieur à la Réforme luthérienne. L'universalisme chrétien, dit notre doctrinaire, a été une malédiction pour les Allemands. Inaugurant la libre interprétation de l'histoire allemande que risquent actuellement les nazis, Rosenberg oppose à Charlemagne, comme à tous les Empereurs allemands qui ont tenté de concilier l'universalisme chrétien et les aspirations de la nation allemande, des héros germaniques tels que Wittukind ou Henri le Lion, qui surent résister à la conquête chrétienne. De même, il dresse en face de la doctrine de l'Église, pour les deux siècles antérieurs à la Réforme, la mystique allemande de Maître Eckhart, de Suso et de Tauler.

Cette critique en règle du catholicisme romain se prolonge, par delà le XVI^e siècle, jusqu'au catholicisme allemand des XIX^e et XX^e siècles, visant en particulier *le Centre catholique*, son évolution à l'époque bismarckienne, sur tout le rôle capital qu'il a joué sur le plan parlementaire de la République weimarienne, rôle d'ailleurs néfaste pour la démocratie allemande.

Qu'il s'agisse donc du dogme romain, des institutions ou du culte catholique, ou du parti politique qui défendait les intérêts confessionnels des populations catholiques, il faut, selon Rosenberg, en libérer totalement l'Allemagne. Ce problème est relativement simple à ses yeux.

La question luthérienne est plus complexe. Si le luthéranisme est, en effet, pour Rosenberg comme [34] pour les pangermanistes d'avant-guerre, un retour au germanisme, la religion luthérienne n'en conserve pas moins des traits qui la rattachent indissolublement au christianisme universel.

Rosenberg voit en Luther, et dans toute la Réforme protestante, même celle du calvinisme occidental et des Huguenots, une protestation bienfaisante qui a remis les valeurs germaniques en honneur. Luther a eu, à ses yeux, le grand mérite d'opposer à la monarchie universelle de la Papauté devenue Puissance temporelle l'idée de la Nation allemande, le principe d'une nouvelle politique nationale, susceptible d'ordonner ce chaos racial auquel le catholicisme

avait condamné l'Europe. Albigeois, Valaisans, Kathares et Huguenots, voire les libres penseurs et les laïques français, représentent aussi bien que le luthéranisme originel la révolte de l'esprit germanique contre Rome.

Rosenberg revendique donc pour le nordisme les valeurs de l'Occident franco-anglais. Il ajoute que le gallicanisme et plus tard le cléricalisme ultramontain ont tué la France. Il reproche à l'Allemagne de Luther d'avoir manqué de vigilance, n'ayant pas su vaincre et s'arracher tout entière aux influences romaines. Elle a fauté contre son propre sang. Elle a même renforcé la doctrine du péché originel que Luther admet comme consubstantiel à l'homme. C'est pourquoi elle a gardé le contact avec l'Ancien Testament et le judaïsme, sacrifiant ainsi, de concert avec cette Rome qu'elle combattait par ailleurs, le germanisme au christianisme.

On peut toutefois, pense Rosenberg, ramener le luthéranisme à ses véritables origines et à sa vraie voie, en faisant de lui une religion nationale, irréductiblement [35] germanique, donc « *positive, toute d'héroïsme combatif et d'agressivité nordique, une religion capable de satisfaire aux exigences de l'honneur national*. Qu'on en finisse à jamais avec la fraternité, la charité et les indulgences de l'amour ! L'importance de Luther ne vient pas de l'Église qu'il a fondée ou du schisme qu'il a provoqué, *mais de la dévolution qu'il a accomplie en Europe quand il a renié la caste sacerdotale et frappé au cœur l'institution catholique, cause de la bâtardisation universelle*.

Condamnation radicale du catholicisme romain et apologie d'un luthéranisme purifié qui ramènerait l'Allemagne au nordisme, rien de neuf dans cette thèse. Mais elle aboutit cette fois à un conflit mortel entre le Parti et les Églises.

Dans la première offensive que le nazisme allait prononcer contre le christianisme, le catholicisme se trouvait surtout visé. Pendant cette décennie, les protestants jouent le rôle de « *tertii gaudentes* », n'étant pas encore inquiétés. Alors qu'une assez grande partie d'entre eux se ralliaient au nazisme sous la dénomination de « Chrétiens Allemands », les autres ne se doutaient guère de la persécution dont ils seraient un jour l'objet.

2. Les positions confessionnelles de la première heure

[Retour à la table des matières](#)

Au cours de ces premières années, la résistance du catholicisme a été avant tout doctrinale. Elle se ramenait d'ailleurs à des termes relativement simples, se contentant de réfuter les assertions de Rosenberg [36] et de ses adeptes touchant le catholicisme romain, ses origines juives et pauliniennes, son rôle dans l'histoire allemande, le programme pratique des Jésuites et la politique du Centre.

La lutte devait naturellement s'accroître à partir du grand succès électoral que Hitler a remporté le 14 septembre 1930. Dès cette époque, le clergé catholique a reconnu le danger avec plus de clairvoyance que le gouvernement de Weimar ou les gouvernements des États-Pays. Il a également pris position avec plus d'énergie que la République, n'ayant ni doute ni illusion touchant l'impossibilité de concilier la foi catholique avec le racisme pangermaniste. Dès le 30 septembre 1930, l'évêché de Mayence interdisait à tout catholique de se faire inscrire comme membre dans le Parti nazi et refusait à tous les membres du Parti les sacrements. Les évêques bavarois, de leur côté, défendaient à tout leur clergé de collaborer avec le Parti. De rares prêtres donnaient leur adhésion au nazisme, exception qui ne faisait que confirmer l'unanimité absolue des catholiques allemands.

Le 7 septembre 1931, les évêques bavarois, réunis à Freising, rédigeaient une Lettre Pastorale qui contenait les lignes que voici : « Derrière cette lutte contre les Puissances supranationales se dérobe un nouveau "*Kulturkampf*", une nouvelle tentative de frapper au cœur l'Église catholique d'Allemagne en fondant une Église nationale. *Dans ce combat nous ne serons ni moins forts ni moins fidèles que nos pères et nos prédécesseurs dans le Kulturkampf* ».

On peut supposer que, dès ces débuts de la lutte, le clergé a été suivi par la majeure partie des fidèles, cela d'autant plus qu'à cette époque les catholiques [37] avaient encore leurs libertés normales, leur parti et leurs organisations de toutes sortes.

En 1931, le Parti hitlérien s'était un instant rapproché du Centre. Mais pouvait-on concevoir une alliance durable entre Hitler et

Brüning ? Les milieux catholiques se montraient fort sceptiques à cet égard. Toute la presse catholique de fin octobre prenait ouvertement position contre cette politique de rapprochement. Le 5 novembre, le Comité exécutif du Centre mit un terme à ces projets. En face du danger national-socialiste, le Centre croyait devoir affirmer son unité et sa cohésion internes. D'autre part, la menace nazie s'accroissait. « Nous constatons, écrivait le *Völkischer Beobachter* du 7 novembre, que pendant ces douze années le Centre et le Parti socialiste ont pratiqué, en raison de leur imprudence, une véritable *vivisection* sur le peuple allemand. Il faudra bien que les responsables aient un jour à en répondre ». L'hostilité des Nazis ne pouvait que s'affirmer de 1932 à 1933, jusqu'au jour où le nazisme triomphant détruirait totalement les cadres du Centre.

Il avait paru d'ailleurs, en 1931, un livre curieux du professeur J. Starck : « Le National-socialisme et l'Église catholique ». L'auteur, converti au nazisme, reprochait au Centre d'avoir conclu un compromis avec la Social-démocratie pour partager avec elle toute l'influence politique et tous les postes administratifs en Prusse et dans le *Reich*. *Le Centre*, disait-il, *s'est allié avec le marxisme, mille fois condamné par la Papauté*. Il attaque même le nazisme pour le discréditer et s'assurer des succès électoraux. Or, les confessions chrétiennes ne subissent-elles pas le même sort que toute la nation allemande ? Ne sont-elles pas victimes [38] au même titre de l'esclavage de Versailles ? Le Centre ferait mieux de disparaître comme parti politico-confessionnel. Il n'est pas l'Église catholique et ne doit pas être confondu avec elle. Et l'auteur de faire allusion à ce christianisme « positif » dont les chefs hitlériens avaient déjà parlé. On sait ce que cela voulait dire.

Du côté protestant, la situation se trouvait être, dès 1932, beaucoup plus complexe. Le monde protestant, en Allemagne, est vaste, puisqu'il comprend les deux tiers de la population. En outre, il est très divisé et renferme les nuances les plus variées. Peu avant le triomphe du national-socialisme, on pouvait y distinguer les courants que voici :

La masse des fidèles des Églises évangéliques se répartissait entre une trentaine d'Églises régionales, dont sept en Prusse seulement. En 1922, ces Églises s'étaient simplement fédérées dans « L'Alliance allemande des Églises Évangéliques » (*Deutscher evangelischer Kirchenbund*), au lieu de former, comme d'aucuns l'avaient rêvé, une Église nationale ou populaire (*Volkskirche*). Dans cet ensemble

d'environ 40 millions de protestants, où les indifférents abondaient, les éléments de la future résistance ne s'étaient pas encore formés et groupés, le nazisme n'ayant pas encore affirmé ses intentions.

Au lendemain des élections de 1930, un certain nombre de protestants s'étaient unis sous la bannière nazie. Deux groupes s'étaient ainsi constitués : celui des « Chrétiens Allemands », qui suivait Hitler, et le mouvement dit « de la Foi allemande », qui paraissait se conformer plutôt aux vues pseudo-mystiques de Rosenberg.

[39]

Les Chrétiens Allemands se fondent en 1932, en vue d'un compromis à établir entre le christianisme évangélique orthodoxe et le nazisme, pour réaliser surtout le christianisme dit « positif », c'est-à-dire national. Le 6 juin 1932, sous la présidence du nazi Kube, député au *Landtag* de Prusse, s'organise le « Mouvement religieux des Chrétiens Allemands » (*Glaubensbewegung Deutsche Christen*). Ce mouvement décide d'introduire dans l'Église le principe du Chef qui dirige (*Führerprinzip*), à savoir la dictature. L'Église protestante devra donc se calquer sur l'organisation du Parti nazi. Son Chef sera, pour le Reich, le pasteur Hossenfelder.

Le programme du groupe est le suivant :

- 1° Lutter pour amener les 29 Églises réunies dans l'Alliance des Églises Évangéliques à constituer une Église du *Reich* (*Reichskirche*), dépourvue de tout parti politico-ecclésiastique et de toute institution parlementaire;
- 2° Définir le christianisme positif, qui consiste à croire en Christ et à le confesser, mais à l'allemande (*artgemäss*) et conformément au véritable esprit de Luther, à sa piété *héroïque*, exclusive de toute faiblesse ;
- 3° Combattre le marxisme et le Centre par tous les moyens, l'Église devant travailler contre les ennemis du nazisme ;
- 4° Mettre fin au mélange des races, la vraie Race, le vrai germanisme se fondant sur la foi en Christ, qui purifie la Race ;

- 5° En finir avec le judaïsme, danger pour l'Allemagne et tous les peuples, avec les mariages entre [40] chrétiens et juifs, avec le cosmopolitisme chrétien, le pacifisme, la Franc-Maçonnerie ;
- 6° Admettre enfin que le peuple allemand a une mission providentielle, voulue de Dieu, à remplir ici-bas.

Les Chrétiens Allemands tentaient ainsi de germaniser le christianisme, en l'adaptant aux exigences du nazisme. Non certes que leur doctrine fût entièrement homogène. Toutes les nuances qui peuvent s'intercaler entre l'orthodoxie luthérienne et le pur nordisme y semblaient représentées. En fait, le groupe croyait possible un compromis entre christianisme et racisme. Il considérait les Races comme autant de pensées diverses de ce Dieu éternel *qui les veut fortes*. Loin d'être symbole de faiblesse et d'humilité, la Croix nous enseigne, disait-on, le sacrifice, l'obéissance et toutes les vertus qui font le héros. Le groupe ne met pas en doute la divinité du Christ ; mais il veut que son Évangile s'applique aux nécessités de la race allemande. À cette condition, son Église pouvait s'identifier avec la substance raciale allemande et la pénétrer de manière totale. Que chaque nation imite le peuple allemand en s'assimilant l'Évangile éternel à sa manière. Alors le Christ sera le grand Maître de l'histoire universelle. À la condition de tenir compte de l'irréductible diversité des Races et de la nécessité des guerres, le christianisme restera œcuménique.

Compromis inacceptable. Les Chrétiens allemands sacrifiaient l'universalisme chrétien au racisme. C'est en vain qu'ils jetaient le voile de leur fausse mystique sur leur brutal nordisme. Fidèles à la lettre de *Mein Kampf*, ils inclinaient le luthéranisme évangélique vers le nationalisme.

[41]

À côté d'eux se forme, vers la même époque, le Mouvement de la Foi allemande. Plus panthéiste et mystique, ce courant avait pour chefs les professeurs Hauer, de Tubingen, et Bergmann, de Leipzig. Et, si les Chrétiens Allemands remontaient à Luther, la Foi allemande s'inspirait visiblement de Maître Eckhart et de toute la tradition théosophique de l'Allemagne.

Hauer oppose à la conception statique du christianisme, d'après laquelle Dieu, ayant créé le monde une fois pour toutes, se serait définitivement révélé aux hommes par la Bible et aurait sauvé l'Humanité par le sacrifice de Christ, la religion dynamique qui, fondée sur l'idée et la réalité d'un perpétuel devenir humain, adaptée aux aspirations les plus profondes des peuples nordiques, ne saurait se traduire en dogmes immuables. Elle s'alimente d'intuitions personnelles, puisque le Divin se manifeste chez les hommes de manière infiniment diverse. Car Dieu n'est nullement distinct de l'homme, qui se crée à lui-même son Dieu en se divinisant de façon progressive.

Comme Rosenberg, Hauer déforme maître Eckhart, le grand mystique de la fin du moyen âge. Il voit dans le Christ une nature humaine « devenue divine » et destinée à nous montrer que tout homme peut suivre son auguste exemple. La rédemption est un processus à la fois actuel et éternel. Le vrai Rédempteur sera le bon anthropologue qui, fort de la science eugénique des races, fera naître l'individu vigoureux et pur, sincère et héroïque. C'est justement cet individu qui s'intègre dans la communauté. Point n'est besoin de culte ou de rites spéciaux. Qu'on construise simplement des sanctuaires nationaux où ce peuple allemand magnifiera ses grands hommes et commémorera les [42] heures solennelles de son histoire. Toutes les influences se mêlent ici : Gobineau, Nietzsche, H. S. Chamberlain, Hartmann et Vacher de Lapouge. C'est la pensée de Herder parvenue à son point de dégénérescence finale. La religion universelle est, dit-on encore, une donnée que chaque peuple reflète et exprime à sa façon. L'originalité nationale devient ici fin en soi et la croyance se confond avec la qualité d'Allemand.

Ainsi la Divinité impersonnelle, objet d'expérience interne, doit s'opposer victorieusement à ce Dieu personnel, idéologiquement concevable et saisissable, que le judaïsme et le catholicisme croient devoir inventer et adorer. Si l'homme est conçu comme lieu de la naissance divine au sein de la Maternité originelle, le peuple allemand sera, parmi les nations, le lieu de la même génération. Il aura cet eugénisme qui prétend sauver l'homme « avant » et non « après » sa naissance corporelle. Cette mystique oppose donc au dualisme et au pessimisme chrétiens un monisme naïf et un optimisme indéfectible qui font penser à la « Science chrétienne » des Américains.

Essentielle est ici la distinction que la Foi germanique établit entre l'esprit indo-germanique et l'esprit sémitique dont le foyer serait l'Asie Mineure, la Rome chrétienne le prolongement et le catholicisme médiéval l'expression suprême. Ses partisans voient, par exemple, un allié naturel dans le laïcisme français, ennemi de l'Église romaine. Leur notion de la germanicité implique une entente entre les peuples supérieurs qui relèvent d'elle. Aussi affirment-ils qu'ils veulent libérer, avec le national-socialisme, la religiosité allemande et humaine. Les hommes et les peuples sont libres de croire ce qui leur plaît, ce qui répond à leurs aspirations [43] les plus profondes et à la loi souveraine de leur destin. Ils ne peuvent exprimer que symboliquement la religion éternelle.

Mais, si le Divin besogne au sein de l'Humanité imparfaite, chaque moment et chaque fragment de la réalité terrestre peut être une expérience de la réalité éternelle. Il y a autant de Messies que d'hommes qui ont révélé cette réalité à leurs semblables. *Point n'est besoin d'un Médiateur unique qui serait le Christ. Nul doute qu'un Hitler ait été engendré par Dieu pour ressusciter le peuple allemand lui révéler sa véritable essence et lui donner cette élite dirigeante qui lui est indispensable.*

Les conceptions religieuses qui se meuvent dans l'orbite du national-socialisme ont par conséquent un point commun : le nationalisme mystique. Elles diffèrent par leur attitude respective à l'égard du christianisme. Les Chrétiens Allemands sont proches de Hitler, les partisans de la Foi germanique voisins de Rosenberg. On distingue ici aisément une tendance pratique et positive, préoccupée de gagner à la cause du régime le protestantisme confessionnel et une tendance mystique, qui confine au panthéisme théosophique.

Au delà de ces divers partis religieux qui tentent de concilier le christianisme et le racisme, une petite minorité de gens rejette carrément le christianisme pour revenir à la pure religion germanique primitive. Ce mouvement date d'assez longtemps. violemment hostiles à tout internationalisme, ces Allemands, haineusement chauvins, prétendent créer une religion à leur usage exclusif. La religion chrétienne, disent-ils, n'a rien de germanique. Né en Palestine, sur terre juive et au sein de la race maudite, le christianisme, tel que nous le connaissons, véhicule avec lui des éléments [44] juifs. Il est donc souillé par ce contact. S'il faut supprimer l'Ancien Testament et faire

de Jésus un Aryen authentique et de la Galilée une contrée colonisée par les Nordiques, *alors pourquoi ne pas remonter directement aux mythes et aux légendes des Germains, à leur pensée et à leurs vertus héroïques, que nous ne faisons que retrouver dans l'Évangile ? Pourquoi ne pas absorber entièrement le christianisme dans le paganisme germanique ? Qu'on restaure le culte de Wotan. Qu'on substitue à la Trinité chrétienne le trio germanique Wotan, Thor et Baldur.*

Mouvement curieux, auquel participent surtout des protestants. Comme l'indique si justement M. G. Dumézil, la mythologie germanique a joui d'une fortune à peu près unique. Elle n'est pas morte avec les formes extérieures du paganisme. Elle a revécu au XIX^e siècle, où elle est redevenue valeur religieuse. On la voit « reprendre possession des Germains continentaux, les disputer aux disciplines et aux habitudes chrétiennes, avec toute la frénésie d'une revanche ² ».

Ce paganisme n'en est pas moins l'affaire de quelques rares esprits turbulents ou égarés. En fait, c'est à Hitler que l'on va, non aux dieux de la vieille Germanie.

Telles étaient, vers 1932-1933, les positions prises par divers groupes en face du nazisme. Contre l'idée raciste d'une religion purement nationale le catholicisme, fortement rattaché à Rome, défendait ses traditions avec une certaine énergie, tandis que le protestantisme, divisé ou indifférent, conservait ses vieilles discussions et laissait croître des mouvements qui nés en marge des Églises évangéliques, représentaient de fortes concessions au national-socialisme.

² *Mythes et Dieux des Germains* (Paris, 1939), p. 155.

[45]

Hitler et le christianisme.

Chapitre III

INTENTIONS ET MÉTHODES DE L'HITLÉRISME AU POUVOIR

[Retour à la table des matières](#)

Dans le *Mythe du XX^e siècle*, Rosenberg s'était montré plus agressif, au moins en apparence, que Hitler lui-même dans *Mein Kampf*. Mais ce serait une erreur d'en conclure à une sorte d'indulgence du tribun touchant le sort des confessions chrétiennes. En réalité, il se proposait de les détruire totalement. Il ne leur témoignait pas plus de faveur qu'au judaïsme.

1. Les idées de Hitler sur la décadence et la fin du christianisme

Dans ses entretiens avec Hitler, Hermann Rauschning a fixé avec une netteté remarquable les idées du *Führer*, vers 1933-1934, sur la question religieuse ³.

³ Voir la traduction française, sous le titre *Hitler m'a dit* (Paris, La Coopération, 1939).

Les confessions, lui déclare Hitler, n'ont plus aucun avenir devant elles, surtout en Allemagne. Le fascisme italien peut, lui, faire sa paix avec l'Église catholique. Car les Italiens, comme les Français, peuvent être chrétiens et païens à la fois. Leur christianisme [46] n'est ni profond ni sincère. Hitler pourrait, lui aussi, faire sa paix avec les Églises. Mais cela ne l'empêchera pas d'extirper le christianisme d'Allemagne, et cela en totalité, jusqu'à ses dernières fibres et racines.

Croyez-vous, dit Hitler, que Mussolini fera des héros avec ses fascistes ? L'Allemand, au contraire, prend la religion au sérieux. Il est chrétien ou païen, jamais les deux ensemble. Peut-il conserver le christianisme judaïsé, avec sa morale amollissante de la pitié ? Non. Il adoptera une foi vigoureuse et héroïque, parce qu'il croit au Dieu de la Nature, à ce Dieu qui se révèle par le peuple allemand, qui s'exprime aussi bien par le sang que par le destin allemand.

Qu'on laisse donc de côté les distinctions trop subtiles. Le problème de l'Ancien et du Nouveau Testament, les paroles de l'Évangile commentées par H. S. Chamberlain, tout cela est sans réelle importance. *Pas d'Église allemande. Pas de christianisme allemand. On est chrétien ou allemand.* Il est facile de chasser Saint-Paul, cet épileptique, du christianisme, ou de faire de Jésus un noble individu, en niant sa divinité et sa médiation. L'Amérique et l'Angleterre sont pleines de ces libéraux. L'Allemagne, elle, veut des gens qui, au lieu de regarder vers l'au-delà, soient des hommes libres, capables de sentir que Dieu est *en eux*.

Inutile d'ergoter sur la question de savoir si le Christ fut ou non aryen. Empêchez seulement les Églises de changer d'attitude, puisqu'elles perdent peu à peu du terrain. C'en est fait de la christianisation des masses. Les prêtres et les pasteurs creusent leur propre tombe, sacrifiant leur foi à leurs intérêts et aux postes qu'ils occupent.

[47]

Hitler définit sa méthode comme suit. Quand l'Église catholique, dit-il, a imposé sa foi aux païens, elle a su conserver du passé ce qui devait être sauvé, mais en modifiant son interprétation. Le nazisme suivra la voie inverse. *Il passera du christianisme au paganisme hitlérien.* Noël sera la naissance de l'héroïsme allemand et de la liberté allemande. Pâques sera la fête de la résurrection du peuple allemand.

Laissez les libéraux lire Darwin et Haeckel, Goethe et Stefan George. Ils ne tarderont pas à mettre la Croix gammée à la place de la Croix chrétienne. Ils célébreront *le sang allemand*, non le sang du Rédempteur chrétien. Ils mangeront *le pain allemand* comme symbole de l'éternelle Communauté allemande. C'est alors que les églises seront pleines.

Pas de tentatives portant sur des réalités périmées. *L'essentiel, c'est que le peuple allemand croie en lui-même.* Chose curieuse, Hitler ne semble pas avoir beaucoup de sympathie pour le nordisme. Mais il y voit un auxiliaire précieux pour la désagrégation de l'état de choses présent. Toute inquiétude est créatrice. Vous parlez de la résistance catholique en Bavière. Elle sera brisée. Hitler n'ignore pas les faiblesses de l'Église, puisqu'il est catholique. Il reproche à Bismarck d'avoir stupidement provoqué le « *Kulturkampf* » et brandi contre l'Église des paragraphes et des gendarmes prussiens. Quelle folie ! Pourquoi le « *Kulturkampf* » ?

Certes, le catholicisme a été grand. Mais le clergé sait bien que son rôle est fini. Ne faites donc pas de l'Église une martyre. Montrez plutôt combien d'argent elle soutire du pays et comment elle traite avec les Juifs. Soyez sûrs que la jeunesse allemande rompra [48] avec elle. Tout en elle est vermoulu et sonne creux. *C'est le national-socialisme qui recueillera l'héritage de l'Église, des confessions chrétiennes en général.*

Car le cynisme de Hitler n'a pas moins de mépris pour les Églises Évangéliques. Une Église protestante du *Reich* ! La belle affaire ! Les protestants ne savent pas ce qu'est l'Église. Ils se soumettent. Leurs princes territoriaux et leurs patrons ecclésiastiques leur ont appris à se subordonner. Ils sont serviles et ne croient à rien.

Ce qui séduit l'imagination d'Hitler, c'est ce paganisme paysan qu'il croit sentir sourdre sous ce qu'il appelle la croûte ou le vernis chrétien. Qu'on recommence la Réforme, et ce vernis tombera de lui-même. Les paysans allemands vivent d'idées et de croyances païennes. Ce sont les grandes villes, ce sont les intellectuels déracinés qui ont toujours empêché la renaissance du paganisme. Qu'on détruise donc le christianisme *par le moyen de la paysannerie.* Elle seule a cette foi qui réside dans la nature et le sang.

Ce qu'il y a de plus remarquable dans cet entretien, qui nous ouvre tant de perspectives sur le sombre avenir du christianisme en Allemagne, c'est qu'il nous révèle la vraie pensée, les vraies intentions du *Führer*. Il veut l'extirpation totale (*Ausrottung*) du christianisme.

Le 27 août 1933, à Godesberg, Hitler déclarait : « *L'unité des Allemands doit être garantie par une nouvelle conception du monde, puisque le christianisme, sous sa forme actuelle, n'est plus à la hauteur des exigences qu'il faut maintenant imposer aux éléments qui assurent l'unité allemande* ».

N'est-ce pas là l'argument essentiel ? N'est-ce pas [49] la preuve que Hitler considère les confessions et le caractère territorial qu'elles ont pris au cours de l'histoire allemande comme un des principaux obstacles à l'unité allemande telle qu'il la conçoit, c'est-à-dire comme un Absolu, une Totalité ?

Mais ce n'est pas tout. Hitler est une sorte de Voyant qui cultive une biologie mystique ou, si l'on veut, une mystique d'ordre biologique. Lui aussi, il est l'ennemi juré de l'intellectualisme. Et il rêve d'une, connaissance nouvelle, d'une connaissance magique qui révélerait à l'homme le sens de l'univers et de la vie, sa divine mission ici-bas. Hitler semble croire à une Renaissance possible de l'Humanité entière, régénérée par l'Allemagne. C'est pourquoi le « Parsifal » de R. Wagner est son drame musical favori, l'affabulation symbolique de son destin. Le château de Klingsor, c'est le lieu de tous les maléfices dont le nazisme prétend se détourner et qui procèdent tous d'un abus de l'intellect. Le royaume du Grâl en état de léthargie, c'est l'Allemagne corrompue par les influences étrangères. La régénération accomplie par Parsifal, vainqueur de toutes les forces mauvaises, c'est une anticipation poétique sur l'œuvre que Hitler prétend achever en ce monde.

Il croit que la création n'est pas terminée, qu'elle ne l'est jamais et que le monde doit se rajeunir incessamment. Or, c'est justement l'Allemagne qui peut, seule entre les peuples, apporter à l'Europe et au monde ce rajeunissement, cette « lymphe vivifiante » dont parlait autrefois Görres, le grand publiciste catholique et théosophe. Pour Hitler, le mouvement nazi est plus qu'un mouvement politique ; *c'est une religion*. Ou plutôt, la politique du nazisme est plus qu'une politique [50] nationale. Elle est conforme au sens profond des choses.

Elle révèle aux hommes le rythme de la Vie universelle. Elle fait d'eux des dieux. Mais, comme tous ne sont pas capables de comprendre ces hautes vérités, la Société doit se scinder en deux groupes : les visionnaires qui conduisent la marche, le troupeau obscur qui les suit et obéit à leur volonté souveraine.

2. Pratiques et méthodes

[Retour à la table des matières](#)

Entre des déclarations de cette portée et la pratique l'accord est évident. Sans doute l'attitude des chefs nazis, de 1933 à 1939, trahit-elle parfois de l'hésitation, à tout le moins quelque prudence. Il en est de cette contradiction apparente entre leurs projets secrets et leurs actes comme d'autres contradictions également visibles. On sait, par exemple, que le racisme intégral s'apparie mal avec certaines affirmations des chefs hitlériens concernant l'équilibre naturel entre peuples et races. En fait, ils n'y vont pas d'un seul coup. Ils « grignotent » les Églises. Ils y mettent le temps et prennent, selon les circonstances, quelques précautions. On dirait presque qu'ils s'amuse avec leurs victimes comme le chat avec la souris. L'un d'eux ne déclarait-il pas qu'il fallait, non pas ruiner en une fois les Églises chrétiennes, mais tolérer leur existence sans leur laisser cependant le moindre répit ?

Au lendemain de leur avènement au pouvoir, les chefs nazis déclarent, entre autres, qu'ils se montreront tolérants, à tout le moins indifférents à l'égard des confessions chrétiennes, en particulier du catholicisme. [51] Le 22 février 1934, Rosenberg n'hésite pas à dire que le Parti reconnaît et protège toute confession vraiment religieuse, *à la condition toutefois qu'elle ne soit pas en contradiction avec les valeurs germaniques*. Le national-socialisme, ajoute-t-il, ne soutient aucune confession. Mais il respecte la foi traditionnelle comme la foi nouvelle. S'il approuve et encourage les tentatives favorables à l'Église nationale, *il peut admettre et tolérer la résistance confessionnelle, sans vouloir pour cela s'en mêler ou la diriger*.

Le 25 juin, Goebbels tient des propos semblables, insistant sur la tâche « purement terrestre » du nazisme. *Mais le nazisme n'en est pas*

moins une religion qui a passé par les pires épreuves et que les Églises doivent, à ce titre, respecter à leur tour. Au même moment, le ministre Rust annonce que le nazisme n'a nullement l'intention de remplacer le Ciel chrétien par le Walhalla ; seulement, le dualisme ou le pluralisme confessionnel doit disparaître. On voit l'équivoque. On tolérera les confessions chrétiennes ; mais on fera malgré elles, ou contre elles s'il le faut, l'unité allemande totale.

Tolérance en principe, intolérance dans la pratique, telle est au fond la formule. Le 19 mars 1934, Goebbels avait rappelé que le nazisme était *révolutionnaire* parce qu'il voulait provoquer une transformation qui devait modifier toutes choses, *sans exception pour le christianisme*. Le 24 février, Hitler avait insisté, une fois de plus, sur l'exclusivité et le totalitarisme du III^e Reich. Il marquait que l'universalisme allait passer du christianisme au nazisme. « *La seule idée qui en vaille la peine, s'écriait-il, c'est l'Allemagne éternelle !* »

Aussi Hermann Rauschning, après avoir exposé les idées de Hitler sur la fin du christianisme, croit-il [52] devoir montrer comment la prophétie s'accomplit. Les déclarations du *Führer* disent la méthode qu'il emploiera.

Déchristianiser les masses paysannes, en ressuscitant à la campagne les vieilles coutumes et croyances païennes, voilà ce que les Nazis au pouvoir ne tardent pas à entreprendre. Ainsi s'expliquent ces Expositions agricoles où certaines sections, organisées avec un art raffiné, répondent à cette exigence. On y produira, par exemple, une série d'images représentant la lutte des paysans de Steding contre l'Église. On y rappelle l'offensive farouche et sanglante que l'Église a elle-même menée, vers la fin du Moyen-Age, contre les restes de paganisme et les libertés paysannes. En outre, on invitera les chefs paysans à des réunions national-socialistes où parlent justement les coryphées du Mouvement de la Foi allemande. C'est Walther Darré qui organise ces manifestations spectaculaires, de manière à savoir jusqu'à quel point les chefs de la nouvelle paysannerie sont acquis au nazisme.

On cherche aussi à forcer les gens à sortir des Églises. Tel chef paysan, fût-il originaire de Westphalie, donc d'esprit indépendant et fier, représentant Darré dans la Corporation paysanne, se montrera ici docile écolier. Il abandonnera l'Église évangélique. Il fera construire dans sa maison une cheminée neuve. Il ornera ses murs de runes et de

sentences païennes. La croix du Christ y cédera la place à d'autres croix. Wotan y fera au besoin sa réapparition. Sur le foyer brûlera la flamme éternelle. Ces exemples, on pourrait les multiplier, aussi bien parmi les jeunes paysans hitlériens que parmi les vieux.

Puisqu'il s'agit, non certes de revenir à la religion [53] des anciens Germains, mais *de créer une religion nouvelle, un paganisme rénové*, une sorte de *laïcisme* profondément différent du nôtre, un laïcisme *pseudo-mythique* et *pseudo-mystique*, on imagine pour quelle raison les chefs hitlériens paraissent, depuis 1936-1937 environ, abandonner le christianisme « positif », c'est-à-dire allemand. Le congrès de Nuremberg de 1937 fait date à ce sujet. Les Églises confessionnelles, déclare-t-on, sont tout à fait superflues. Le national-socialisme, en cela très différent du régime déchu, *peut renoncer à leur collaboration*. Pourquoi intégrer ces éléments fatalement rebelles dans le système ? Ne vaut-il pas mieux les tenir pour quantités négligeables ?

S'agit-il de la séparation entre les Églises et les États, entre les Églises et le Reich ? Il ne le semble guère. Car la séparation suppose encore que l'État respecte l'existence des Églises et qu'il traite avec elles, alors même qu'il les prive de son appui. L'essentiel, c'est de *discréditer* les Églises. Les chefs nazis ne s'en privent pas. Le 10 octobre 1937, Goebbels reprochait aux Églises de ne plus savoir s'adresser au peuple ni s'occuper de lui. Le Secours d'Hiver, ajoutait-il, a plus d'importance que toute action confessionnelle. D'autre part, comment le national-socialisme servirait-il deux religions ? Il n'y a qu'une religion : *le salut par la Communauté nationale*. *On ne doit croire qu'aux actes d'Hitler*. L'État nazi dépense bien trop, dit-on, pour les Églises. Qu'il supprime ces subventions.

On dira encore : pourquoi ériger en Église d'État une confession chrétienne ? Ce qu'il faut, c'est que l'État devienne Église, après avoir prouvé à tous, si l'on veut, que les paroles et les actes du Christ ne contredisent en rien le national-socialisme. Le III^e Reich [54] ne veut donc plus *reconnaître* aux Églises la situation particulière qu'elles ont occupée jusqu'à maintenant dans le droit public. Vous voulez frapper le coup décisif ? Retirez alors aux Églises toute subvention, surtout le droit de lever l'impôt ecclésiastique sur la base des rôles civils. Les Églises ne pourront remplacer les organes chargés de ce prélèvement.

Donc, pas de mesures trop brutales. Elles sont inutiles. On anéantira les Églises à petit feu, en les empêchant de fonctionner, de respirer normalement, on les étouffera lentement. « *Das schwarze Korps* », l'organe des SS qui dépend de Himmler, affirme qu'il ne doit plus y avoir qu'une *religion d'État* au-dessus des confessions, excluant par conséquent les deux solutions extrêmes : l'Église d'État et la séparation. Cette religion nouvelle sera seule capable *de faire prévaloir l'ordre divin dans tous les domaines*.

Que les confessions se tiennent donc tranquilles. Qu'elles se cantonnent dans leurs disputes théologiques. Elles y mourront de leur belle mort. En attendant, elles ne seront plus que *des associations privées*. Ce caractère privé, que les Églises d'Allemagne ont toujours tant honni et redouté, le nazisme le leur impose peu à peu. Les fidèles sont menacés de payer leurs Églises. Les biens ecclésiastiques, les écoles, toutes les institutions appartiendront désormais à la Communauté. L'enseignement religieux ne sera plus donné *que par des instituteurs nazis cent pour cent*. Quant à l'enseignement confessionnel, il sera facultatif et donné par les membres des deux clergés. C'est l'école *mixte* à la nazi.

En 1938, cette tendance à faire du national-socialisme *une religion laïque* s'accroît visiblement. Du [55] néopaganisme on ne retient pas grand'chose : les fêtes solsticiales par exemple, qui prennent un caractère toujours plus officiel. Mais les principes de la nouvelle religion et la mentalité qu'elle suppose ne s'en affirment pas moins avec une force renouvelée. Le *Führer* est considéré comme envoyé de Dieu, le III^e *Reich* comme l'objet d'une révélation nouvelle. Le vrai germanisme équivaut au vrai christianisme. Le peuple allemand apporte le salut au monde, le national-socialisme supposant un contact direct avec le Divin. Les Allemands ont toujours été, et cela depuis des milliers d'années, *leurs propres prêtres à eux-mêmes*. Le sacerdoce universel de Luther devient ici *sacerdoce purement allemand*. Ley et Göring insistent à tout instant sur la mission « divine » du *Führer*. Hitler est l'instrument de la Providence. Tout en laissant le christianisme aller à la destruction, les Chefs hitlériens sollicitent à leur profit le sens religieux du public allemand.

On aboutit ainsi à une situation assez étrange.

L'Église protestante du *Reich* est impossible. Comment unir catholiques et protestants dans une Communauté qui serait à la fois *chrétienne et nazie* ? Le rêve des Chrétiens Allemands échoue et il faut prendre à la lettre la déclaration de Hitler : ou chrétien, ou allemand. D'autre part, il n'y a plus d'Église d'État et le III^e *Reich* semble écarter tout système de séparation qui équivaldrait à une reconnaissance implicite du droit des Églises à exister. Le régime se contente de soumettre de force les Églises chrétiennes, surtout de les discréditer en sapant tout ce qu'il leur reste d'influence. On espère que les Églises tomberont d'elles-mêmes, comme des édifices vermoulus. Et [56] on leur substituera la pure religion allemande, non pas l'Église d'État, mais l'État-Église, ce qui est tout autre chose.

Le régime agit donc *de telle sorte que la décadence des Églises, qu'il accélère de son mieux, fraie la voie à la religion nationale*. Jeu trouble, difficile à définir et à suivre. En janvier 1939, Rosenberg recommandait encore, non l'anéantissement rapide et subit des Églises, mais certaine prudence à observer à l'égard de l'Église catholique, qui est internationale. Pourquoi le radicalisme sauvage, *puisque les Églises disparaîtront sûrement* ? L'essentiel, c'est de *gagner la Jeunesse au III^e Reich*. Car cette conquête équivaut à la fin des Églises, à leur fin *par extinction*. Et Goebbels de comparer la jeunesse hitlérienne à « une éponge à laquelle rien ne saurait résister ». L'enjeu véritable, c'est la jeune génération.

C'est le nazisme qui accomplit en Allemagne les opérations que la libre pensée et le laïcisme ont pratiquées en France. Mais, quand il s'agit en particulier de l'école confessionnelle, les hitlériens ne substituent pas à l'enseignement de la religion chrétienne celui d'une simple morale. L'instituteur nouveau modèle enseigne, lui aussi, une religion, religion de la Communauté allemande, religion de Hitler, religion qui se confond avec le nationalisme pangermaniste.

[57]

Hitler et le christianisme.

Chapitre IV

LA PERSÉCUTION CATHOLIQUE (1933-1939)

[Retour à la table des matières](#)

Déjà préparées par douze années de luttes, les attaques hitlériennes contre le catholicisme devaient redoubler après l'avènement de Hitler au pouvoir. Le catholicisme trouve cette fois en face de lui, non pas un parti parmi les autres partis, mais *le Parti unique*, omnipotent, et ses Chefs, maîtres de l'heure.

1. Les premiers actes

Le catholicisme voit soudain s'intensifier le conflit doctrinal, un Concordat se conclure pour la première fois entre le *Reich* et la Papauté, la destruction totale du Centre, enfin diverses mesures visant à affaiblir ses positions traditionnelles, surtout en ce qui concerne l'enseignement et la jeunesse.

Vers 1934-1935, Rosenberg rassemble à nouveau, dans un opuscule qui a pour titre *Aux obscurantistes de notre temps*, la plupart des arguments qu'il oppose aux multiples attaques dont son *Mythe du XX^e siècle* a été l'objet. À l'automne 1934 avaient paru, en effet, les *Études sur le Mythe du XX^e siècle*, études auxquelles [58] Rosenberg reproche

justement leur caractère anonyme qui prouve, déclare le chef hitlérien, que le Centre ne cesse pas de lutter lâchement et dans l'ombre contre l'Idée nationale.

Rien ne manque au réquisitoire contre la Papauté, ni l'utilisation de l'ouvrage de Johannes Haller sur le véritable rôle que saint Pierre a joué dans l'Église primitive et le néant de la généalogie papale, ni les allusions, renouvelées sans doute de Febronius, aux Décrétales pseudo-isidorienne. Rosenberg veut avant tout établir que la maîtrise universelle de Rome a toujours impliqué, au sein des diverses Églises, la ruine totale des tendances nationales. Ainsi s'expliquent les éloges que le doctrinaire nazi prodigue aux Valaisans ou aux Huguenots, à tous ceux qui ont résisté contre Rome. Sur la rupture, qu'il juge inévitable, entre le christianisme allemand et l'Ancien Testament, rien de très nouveau. Ni sur la christianisation des Germains et l'opposition qu'il convient de statuer entre le dogme du péché originel et l'héroïsme germanique. Encore moins sur Roger Bacon, la science allemande et les dommages que l'Église lui a causés. Rosenberg, qui se perd ici en vaines redites, conclut sa démonstration comme suit : « Il n'est pas d'institution au monde qui ait résisté aussi fortement que l'Église romaine à la vraie science, cela *parce que toute sa dogmatique contredit l'observation de la nature et toute l'originalité du caractère allemand.* » Rosenberg ramène le catholicisme à la conception « magique » du monde. Il a lu son Spengler, évidemment. Et il emploie de vieux clichés qui traînent dans nombre de manuels de littérature allemande.

Mais il n'oublie pas les Allemands qui, bien avant [59] Luther, ont su résister. Et son enthousiaste apologie s'adresse comme toujours, pour la résistance pratique, au duc Wittukind, le grand adversaire de Charlemagne, pour la résistance intellectuelle à maître Eckhart, le grand mystique allemand du Moyen-Age.

Détruire dans les esprits le prestige de l'Idée romaine est chose relativement facile pour certains milieux allemands. Il était plus malaisé de s'attaquer à l'institution catholique elle-même.

Les Nazis accomplissent une première démarche en détruisant le Centre comme parti politique. En même temps, ils contraignent les Églises allemandes des divers États à accepter comme règle unique un seul et même Concordat avec la Papauté. Or, ce Concordat du *Reich*

permettait au nouveau gouvernement de prendre des mesures générales pour l'ensemble du *Reich*, et cela sans être gêné par aucun parti confessionnel.

Car la disparition du Centre a justement été le sacrifice que les catholiques ont dû consentir pour obtenir une Charte juridique d'apparence convenable et qui leur garantît, au moins pour quelque temps et en certaines circonstances, quelques droits essentiels.

Le Centre étant l'un des deux piliers principaux de l'édifice weimarien, les Nazis l'avaient, on le sait, âprement combattu. Au début de l'ère hitlérienne, le Centre n'a pas voulu suivre l'exemple ou subir le sort du Maréchal Hindenburg, balayé par les intrigues de von Papen et des hobereaux. La dissolution du *Reichstag* date du 1^{er} février 1933, du deuxième jour après l'avènement de Hitler au pouvoir. Les nouvelles élections ont eu lieu le 5 mars. Lutte électorale fort dure, menée par les Nazis avec la dernière [60] vigueur contre le marxisme et le catholicisme politique.

Sans doute la Conférence épiscopale de Fulda fait-elle appel aux catholiques sincères. Sans doute les évêques prussiens prennent-ils à leur tour position en face du danger qui menace tout le catholicisme allemand. Le résultat des élections fut tel que le national-socialisme l'emportait, moins par une victoire sur la Social-démocratie et le Centre que grâce à l'appui des partis de droite. Le Centre catholique a donc été finalement trahi par les partis avec lesquels il avait collaboré étroitement depuis 1927, partis avec lesquels il avait lui-même trahi la démocratie allemande. Le Centre sortait des élections renforcé de 3 voix. Mais, sur les 12 1/2 millions de votants catholiques, 5 1/2 seulement avaient pris part au vote. Grave symptôme que cette abstention des fidèles. Au lendemain de ces élections, tous les partis et toutes les organisations politiques se trouvaient en fort mauvaise posture. On voit alors la guerre national-socialiste se déchaîner contre l'Église catholique et les évêques. Le 21 mars 1933, le jour de Potsdam, cette campagne atteint son point culminant. Bien que catholiques, Hitler et Goebbels refusent de prendre part à la cérémonie catholique célébrée dans une église de Potsdam.

C'est le 23 mars que s'est produite la rupture définitive entre le nazisme et le Centre. Le Centre ayant voté les pleins pouvoirs à Hitler, le *Führer* fait la déclaration bien connue qui promet aux confessions les

plus larges concessions. On fera donc échange de bons procédés. Accalmie trompeuse, et qui ne devait pas durer longtemps. Car les nazis vont contraindre les catholiques, en particulier les évêques, à prendre position à leur égard.

[61]

Le gouvernement commence par nettoyer les postes administratifs des catholiques qui les occupaient. Le Centre perd ainsi très rapidement toute possibilité de protestation. On lui coupe les vivres, à lui comme à tous les autres partis. Le parti s'effondre au moment même où le Concordat est conclu. La Papauté le sacrifie pour obtenir des Nazis une convention solide et durable qui servira de base pour d'éventuelles négociations. Sans offrir la moindre résistance, le grand parti catholique s'abîme dans le néant.

Sans doute, sous le patronage de von Papen, un parti catholique conservateur s'était constitué dès le 6 mars avec le titre « L'Aigle et la Croix ». Mais il n'a eu qu'une maigre fortune. Au début de mai, nouvelle tentative de réorganisation, sous le patronage de l'ex-chancelier Brüning. Au début de juin, après les discours retentissants que von Papen prononce à Bonn et à Munich, c'en est fait de l'activité politique du Centre. Les catholiques se regrouperont désormais comme ils pourront. Mais ils n'auront plus de représentation officielle.

La presse catholique tout entière, religieuse et politique, subit un sort analogue. On lui impose la synchronisation la plus brutale. Or, accepter cette synchronisation, c'était, pour une feuille catholique quelconque, se suicider. Le Président de la Chambre de Presse du *Reich*, le Nazi Amann, édicte une ordonnance qui interdit à tout journal d'exercer la moindre pression sur le lecteur. C'est justement au nom de cette prétendue « pression » qu'il va pouvoir sévir contre les feuilles catholiques. On les accuse, la plupart du temps, de porter atteinte à l'unité allemande et à la paix confessionnelle. On estime d'ailleurs que [62] cette presse d'inspiration romaine est superflue et nocive, parce qu'elle sabote par-dessous la reconstruction nationale tentée par le nazisme. En avril 1935, sous prétexte que le *Führer* exclut de la lutte politique toute question religieuse et confessionnelle, Amann supprime presque totalement la presse encore indépendante et c'est celle du Centre qui se trouve en tête de la liste de proscription. « On voit, écrivait la *Neue-Züricher Zeitung* du 29 avril 1935, à quel point étaient

vains les rêves de von Papen qui, en donnant le pouvoir à Hitler, s'était imaginé qu'il serait chef du Centre et de la presse catholique. »

Le Centre et la presse étant condamnés irrémédiablement, restait le Concordat.

Le Concordat du *Reich* abolissait tous les Concordats antérieurs conclus entre la Papauté et les États allemands. Élaborée au cours de l'été qui a suivi l'avènement de Hitler, la nouvelle Charte a été ratifiée en septembre 1933. D'une part, les Nazis pensaient que la conclusion d'un accord international de ce genre augmenterait leur prestige. D'autre part, la Curie voyait dans cette conclusion une chance à utiliser. Et c'est en vain que Brüning avertit le Vatican, le priant de renoncer d'avance à toute illusion et l'assurant que les Nazis ne tiendraient aucune de leurs promesses.

Le texte du Concordat garantit à l'Église, dans le domaine religieux, ses prérogatives essentielles : liberté de conscience et de culte, droit de s'administrer elle-même, dispositions prévues par les anciens Concordats, nonciature de Berlin, ambassade auprès du Vatican. On lui demande, en retour, *de mettre son conservatisme et son autorité au service du nouveau régime* et [63] d'accepter certaines conditions limitatives pour la nomination du bas clergé, un contrôle sérieux sur celle du haut clergé, l'interdiction de toute activité politique, enfin l'école confessionnelle placée sous la surveillance de l'État. Le nouveau gouvernement apporte ainsi de graves corrections aux articles de la Constitution de Weimar. Si l'État hitlérien garantit aux catholiques certaines libertés, il s'arroge un droit de contrôle que l'État weimarien n'avait pas. L'équilibre est rompu en sa faveur. Tolérance apparente, intolérance foncière : c'est toujours le même jeu.

C'est pourquoi la conclusion de ce Concordat a brisé par avance la résistance catholique. Que de combattants aux reins cassés, dans la lutte terrible qui commence ! Le Concordat avait été conclu si rapidement que l'on n'avait pas eu, du côté catholique, le temps de préciser des points absolument essentiels.

Le premier portait sur les organisations catholiques. L'article 31 assurait la protection de l'État nazi aux organisations « qui servent exclusivement des fins religieuses, uniquement en vue de l'éducation confessionnelle et de la charité, et qui, à ce titre, sont soumises aux autorités ecclésiastiques ». Cela avec cette restriction que les

organisations « qui, en dehors des fins religieuses, éducatives ou caritatives, servent encore d'autres fins, parmi lesquelles des fins *sociales* ou *professionnelles* » peuvent être intégrées dans les associations de l'État et n'ont sa protection que « si elles offrent toute garantie *quant à l'exercice de leur activité en dehors de tout parti politique* ». On laissait à l'avenir le soin de procéder à la délimitation nécessaire. Or, cette délimitation n'a jamais été faite. Une incertitude a toujours plané sur la question. Les Nazis en ont [64] naturellement profité pour soumettre à l'État toutes les organisations catholiques, quelles qu'elles fussent.

Un autre point, non moins essentiel, a donné lieu à de graves malentendus. *L'Osservatore romano* avait publié des articles pour établir *que le droit canonique était la base du Concordat* et que, par conséquent, le dit Concordat n'avait pas besoin d'être approuvé par le régime nazi ou de reconnaître lui-même certains principes nazis. Fureur des Nazis, qui firent partout dire, dans la presse allemande, que le droit canon ne valait que pour le domaine ecclésiastique, mais que, l'État nazi étant le maître, il fallait pour le reste s'incliner devant lui.

Restait aux Nazis à violer tout à leur aise les promesses que contenait l'article 1 sur les libertés catholiques. Ils n'y ont pas manqué. Dès juillet 1933, le *Völkischer Beobachter* du 24 déclarait péremptoirement que « *par la signature du Concordat, le national-socialisme allemand a été reconnu par l'Église catholique de la façon la plus solennelle qui puisse être* ». Et le journal d'ajouter : « Les excitations dirigées, des années durant, contre la prétendue hostilité que le Parti nazi nourrirait envers la religion *ont été réduites à néant par l'autorité religieuse elle-même*. C'est là un renforcement énorme, du point de vue moral, pour le gouvernement du *Reich* et son prestige ».

On sait quelle importance, dans *Mein Kampf*, Hitler accorde à l'éducation de la jeunesse. C'est le recrutement même du Parti qui est ici en jeu. Les Nazis mettent donc tous leurs soins à gagner la jeunesse par tous les moyens qui peuvent efficacement neutraliser ceux du catholicisme. Uniformes, manifestations, enseignement méthodique, rien ne sera ici épargné.

[65]

Parmi les points en litige, l'école confessionnelle figurait au premier plan. L'article 23 du Concordat portait sur « la conservation et la réorganisation des écoles confessionnelles catholiques ». Il reprenait sur ce point capital la garantie de la Constitution weimarienne, confirmée par les Nazis. Or, des garanties de ce genre étaient absolument indifférentes à ces derniers. Plus qu'aucun autre élément de la nation, la jeunesse allemande doit appartenir corps et âme à l'État totalitaire. Le 24 juin 1933, le Ministre de l'Éducation nationale, Rust, déclarait qu'on ne peut proposer à l'éducation qu'une seule fin : former l'Allemand-type, membre de la Communauté raciale. Aucune exception ne serait admise. Pourquoi, ajoutait-on, perpétuer dans le peuple allemand les haines confessionnelles ?

Ce qu'il y avait ici de tragique, c'est que la lutte, en soi légitime, contre le confessionnalisme scolaire intransigeant, menée autrefois par les libéraux et les socialistes, passait maintenant aux Nazis. Leur principe était fort simple : *la jeunesse appartient au peuple entier*. Les parents et les éducateurs ne sont plus, par conséquent, que les « gestionnaires » (*Treuhänder*) de l'éducation. La pression que le régime exerce dès lors sur le public explique le vote fameux des parents munichoïses en 1935. On leur demandait de dire quel genre d'école ils préféraient. Ils avaient à choisir entre l'école confessionnelle et l'école mixte. C'est cette dernière que le nouveau régime voulait leur imposer, puisque les enfants, tous réunis pour l'enseignement normal, ne sont séparés qu'aux heures d'instruction religieuse, données par les membres du clergé. Or, le gouvernement faisait savoir aux parents que se [66] prononcer pour l'école confessionnelle, c'était prendre parti contre le nazisme. On sait le résultat, les 99 p. 100 dus à cette « terreur ». Dès 1936, plus des deux tiers des enfants allemands iront à l'école mixte hitlérienne. Et c'est justement la catholique Bavière qui avait l'air de donner l'exemple !

Mêmes agissements pour la formation des instituteurs et des institutrices. On supprime, le 13 février 1935, la formation des institutrices dans les établissements des Congrégations, qu'une ordonnance ne tarde d'ailleurs pas à interdire. En outre, l'école mixte des Nazis se transforme rapidement en école de religion nationale. On parlera désormais aux enfants de Wotan et de son Corbeau, du duc Wittukind et de Charlemagne « égorgé des Saxons », en général de

l'Humanité régénérée par le nordisme. Toute personne enseignante devra appartenir au Parti, en l'espèce à l'Association des maîtres nazie (*Nationalsozialistischer Lehrerbund*). Chaque instituteur et chaque institutrice sera « sous-officier » au service de la doctrine officielle. Des cours d'enseignement sont organisés, où l'on couvre d'injures les dogmes et l'enseignement de l'Église. On prétend ramener de force la jeunesse à la vieille foi germanique. On interprète toute l'histoire allemande dans le sens nazi. Car il s'agit de « déconfessionnaliser » tout l'enseignement.

Dans le grand conflit qui s'ouvre entre les Associations de jeunesse catholiques et la « *Hitlerjugend* », les jeunes doivent, selon la volonté du *Führer*, faire à fond leur expérience naziste. Hitler sait bien que c'est là le plus sûr moyen de détruire la famille allemande normale et l'autorité des parents réactionnaires. Qu'importe, pourvu que la nation se trouve « consolidée ». [67] « Peu nous chaut, s'écriait Hitler à Berlin, le 7 février 1936, en apportant aux étudiants leur nouveau statut, que les jeunes gens entrent momentanément en conflit avec leurs parents, pourvu qu'ils nous aident, par leur attitude, à construire pour des siècles l'édifice d'une nouvelle Communauté ! »

Les catholiques ont pris de bonne heure cette menace au sérieux. Ils savaient que c'est sur ce terrain que la lutte serait la plus âpre. L'article 31 du Concordat prévoyait la protection des Associations de Jeunesse (*Jugendverbände*). Or, le 31 mars 1934, Baldur von Schirach, chef des Jeunesses hitlériennes, déclarait à Essen que le Parti ne reculerait pas devant le groupe des Associations des Jeunesses catholiques. S'imaginent-elles qu'elles conserveront la « puissance politique » dans cette Allemagne qui n'a plus désormais qu'une volonté politique ? Le sport a-t-il quelque chose de commun avec la confession ? Ceux qui défendent le catholicisme ne défendent, au fond, que les *postes* qu'ils occupaient. Les enfants des instituteurs serviront d'entraîneurs ; ils lieront à l'État hitlérien toute la jeunesse allemande.

Le régime emploiera donc tous les moyens imaginables pour interdire les Associations catholiques, interrompre leurs exercices sportifs, supprimer leurs uniformes, leurs organisations et leurs foyers. Il empêchera leurs membres de faire carrière et d'entrer dans les Universités. N'étudieront que ceux que recommande la « *Hitlerjugend* ». Terreur et vandalisme sévissent partout, malgré les protestations de la Papauté elle-même. La Jeunesse hitlérienne souille

les Églises, renverse les croix, détruit les chapelles à la Madone et injurie les prêtres au passage. On se dresse contre [68] le catholicisme en revenant aux vieux arguments de Luther ou de Voltaire, en traitant le catholicisme d'institution « humaine ».

Le 30 juin 1935, la Jeunesse hitlérienne faisait proclamer à la Radio ce que voici :

« Nous ne sommes pas des sans-Dieu. Au contraire, nous cherchons Dieu. Nous ne pouvons pas concevoir un monde sans Dieu. Mais nous ne nous inclinons pas respectueusement devant des dogmes qui furent créés, *non par Dieu, mais par des hommes, et pour des raisons d'opportunité.* » Et cette jeunesse iconoclaste d'ajouter : « Nous, jeunesse d'Hitler, nous ne pouvons avoir que mépris et ironie à l'égard des jeunes gens qui, aujourd'hui encore, continuent de courir dans les ridicules Églises évangéliques ou catholiques ».

La méthode est donc de tous points conforme aux volontés du *Führer*. Le nazisme fait semblant d'accorder à l'Église catholique son droit à l'existence et même une certaine autonomie. Mais c'est pour mieux lutter contre elle, contre sa doctrine et ses institutions. Et il n'agirait certainement pas ainsi s'il admettait encore le christianisme dit « positif » du programme de 1920. Le catholicisme doit disparaître tôt ou tard du III^e Reich. Ce n'est, dans la pensée des hitlériens, qu'une question de temps.

Mais l'Église résiste.

Tout d'abord sur le plan doctrinal. Sa protestation est toujours la même et les termes essentiels en sont connus. Les membres du haut clergé répondent aux accusations nazies dans leurs sermons et leurs écrits. En face des prétentions que fait valoir l'État hitlérien, l'évêque Bares à Berlin, le Cardinal Bertram à Breslau et le Cardinal Faulhaber à Munich ont fixé, une fois [69] de plus, les traditions de l'idéal intégraliste qui est celui de l'Église. Les sermons célèbres que Mgr Faulhaber a prononcés à Munich pour Noël 1933 ont fait grand bruit. Le Cardinal en appelle aux travaux les plus authentiques et les plus considérables de la science allemande contre les fantaisies et les inventions du nazisme. *Ce n'est pas, s'est-il écrié, le sang allemand qui sauvera le Reich et le monde, mais le sang universel de Christ. Sang contre sang, sacrement contre sacrement !*

À l'épiscopat se sont joints des universitaires de marque. Les évêques autrichiens ont pris également position. En 1935, dans une *Lettre Pastorale pour Noël*, ils affirmaient :

- 1° Que l'Humanité forme une seule et même famille et qu'en face de cette réalité le racisme est folie ;
- 2° Que le vrai nationalisme chrétien est voulu de Dieu, qui approuve la partie ;
- 3° Que l'État est plus que la Nation et qu'il faut par conséquent condamner le principe des nationalités sous sa forme extrême ;
- 4° Enfin que la religion est supra-nationale en son essence, c'est-à-dire commune à tous les peuples.

Ce sont là vérités que la Papauté ne cessera dorénavant de reprendre dans ses Encycliques.

Sur le plan ecclésiastique, le catholicisme allemand s'est toutefois montré moins intransigeant qu'en matière doctrinale. Que pouvait-il d'ailleurs entreprendre ? L'adversaire se montrait si brutal, en même temps que si habile et retors. Hitler a tenu parole. Il s'est bien gardé de déclencher, dès ces premières années du régime, un vrai « *Kulturkampf* ». Il considère que le pouvoir vermoulu de l'Église n'en vaut pas la peine. Mieux vaut détourner d'elle les [70] jeunes générations. Avec cela, il sera sûr de l'avenir. À partir du plébiscite sarrois et surtout du Congrès de Nuremberg en 1935, la lutte gagne en ampleur et porte cette fois sur le clergé.

2. La persécution contre le Clergé et les Ordres

[Retour à la table des matières](#)

Au cours de ces quatre dernières années, divers problèmes se posent qui intéressent les relations avec le Saint-Siège, l'application du Concordat et l'existence juridique de l'Église, la persécution que le régime entreprend contre le clergé et les congrégations par les procès

de mœurs ou d'ordre financier, l'enseignement universitaire et scolaire. En outre, l'annexion de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie, place le catholicisme allemand en face de nouvelles perplexités.

Qu'au cours de cette période les ministres et hauts dignitaires de l'État nazi se livrent à une campagne oratoire de plus en plus véhémence contre le catholicisme, nul ne s'en étonnera. Pas de Nazi bien placé qui ne trouve, en particulier depuis 1937, l'occasion de lancer quelque couplet violent contre Rome. On ne croit plus, dans les milieux officiels, au christianisme positif.

Car il ne s'agit plus de savoir si l'Église jouira ou non de tel droit ou de tel privilège, si elle continuera à agir comme bon lui semble dans les masses allemandes. C'est *son existence* qui est en jeu. On cherche à faire d'elle *une sorte de Communauté privée à la merci du pouvoir nazi*. Dès lors les outrages ne connaissent plus de limites. Une campagne s'organise qui fait du [71] catholicisme *une institution étrangère* qu'on aurait imposée *du dehors* à l'Allemagne, cela par la force et la ruse. Ce sont d'interminables variations sur le « *Los von Rom* ». La presse nazie dit et répète qu'il faut éliminer d'Allemagne le poison catholique.

Cependant les relations entre Berlin et Rome ne sont nullement rompues en pratique. Le Nonce de Berlin reste en rapport avec la Wilhelmstrasse. On cherche à s'entendre, de part et d'autres, sur certains points. Louables efforts, à tout instant neutralisés par de grossières attaques. Car l'« *Angriff* », le journal de Goebbels, se fait de plus en plus virulent, reprochant au Pape de protéger en Espagne les incendiaires rouges, commentant sur un ton rageur le voyage de Mgr. Pacelli en France et accusant Rome de prendre fait et cause pour le Front populaire.

Au Congrès de Nuremberg, en 1937, le *Führer* s'abstient entièrement de toute déclaration nette concernant le christianisme. Il insiste, au contraire, sur le racisme des jeunes et sur le paganisme allemand. Non sans courage, la Papauté lance l'anathème, l'Encyclique « *Mit brenneuder Sorge* ». Le Nonce de Berlin se rend à Rome. L'espoir renaît. On imagine une intervention de Mussolini, qui rçste toutefois à la remorque des Allemands. Pie XI risque de nouvelles déclarations. Il veut établir devant le monde qu'il y a en Allemagne *vraie persécution* et que le III^e Reich manque à la vérité en accusant Rome et le catholicisme allemand de se mêler de politique. Le ton est

celui de l'émotion la plus profonde. Et le Pape affirme sa ferme volonté de ne pas céder devant pareil chantage.

Sur ces entrefaites, Hitler se rend lui-même à Rome. [72] Redoutable épreuve que ce voyage pour les relations entre l'Allemagne nazie et le Saint-Siège. Hitler demandera-t-il à être reçu au Vatican ? Mussolini fera-t-il office de médiateur ? Mais, dès janvier 1938, tout espoir paraît vain. Une visite du *Führer* au Pape aurait signifié que le Chancelier du *Reich* renonçait à sa politique anticatholique. Sachant que cet événement ne se produira pas, le Pape se rend à Castel-Gandolfo. Et l'emblème de la Croix gammée flotte à Rome le jour même où l'on célèbre la Fête catholique de la Sainte Croix.

Hitler se charge d'ailleurs de passer sur le catholicisme condamnation définitive. Il le fait dans les huit propositions que voici. On peut les opposer utilement à celles de l'épiscopat autrichien :

- 1° Les Races humaines sont radicalement différentes ;
- 2° Il convient avant tout de conserver la pureté du sang racial ;
- 3° Le sang est la source unique des qualités intellectuelles et morales ;
- 4° Le but de l'éducation est d'enflammer les cœurs d'amour enthousiaste ;
- 5° La religion doit se soumettre à la loi raciale ;
- 6° L'instinct racial est la seule norme de l'ordre juridique ;
- 7° Seul existe le Cosmos et l'homme n'est qu'une forme de l'Universel vivant ;
- 8° L'individu n'existe que par et pour la Communauté raciale.

Le Congrès Eucharistique de Budapest déchaîne une violente polémique de presse. Trop de Congrès catholiques, s'écrient les Nazis, dans le voisinage du [73] *Reich* ! La politique vaticane veut-elle isoler le *Reich* dans le domaine spirituel, en intensifiant la propagande catholique autour de lui ? Veut-on étouffer dans son germe cette Renaissance que l'Europe doit à l'esprit nordique ? Aussi les autorités nazies refusent-elles aux membres du clergé allemand l'autorisation de

se rendre en Hongrie, excluant ainsi toute participation allemande et étendant la mesure à l'Autriche.

Le régime cherche à discréditer le Clergé et les Ordres sur le terrain financier et pour des questions de mœurs. C'est qu'en effet le nazisme a de la méthode. Il attaque le catholicisme, *mais non pour des motifs religieux, cela pour se donner l'apparence de purifier l'Église d'éléments auxquels il reproche d'abuser d'elle.*

Que signifient ces infractions à la loi sur les devises ? C'est le 19 mars 1935, après le retour de la Sarre au *Reich* et le rétablissement du service obligatoire, que Hitler organise cette action contre moines et nonnes. Le lien entre ces événements est clair. Si Hitler avait déchiré le Traité de Versailles avant le retour de la Sarre, ce territoire ne lui aurait pas été rendu. Si l'attaque contre les cloîtres avait précédé le retour de la Sarre au *Reich*, les catholiques sarrois n'auraient pas cru aux promesses qui leur ont été faites. Une fois la conjoncture devenue favorable, on peut occuper les cloîtres, y faire des enquêtes, emprisonner les frères ou les sœurs, déchaîner contre eux d'effroyables campagnes de presse.

La législation du III^e *Reich* sur les devises était fort complexe. À l'époque de Weimar, les Congrégations avaient eu toute liberté pour se développer. Or, elles manquaient souvent de capitaux. Elles s'adressaient alors à des catholiques étrangers, récoltant ainsi [74] en Hollande ou en Suisse force florins ou francs. La loi sur les devises, elle, datait de 1931, depuis l'époque du vaste krach bancaire. Le III^e *Reich* avait ensuite utilisé ses dettes étrangères pour contraindre l'étranger à acheter en Allemagne, au moins pour y récolter l'intérêt de ses placements. Comme les Ordres et Congrégations voulaient, eux, éteindre leurs dettes à l'étranger, le gouvernement se servait d'eux pour faciliter le dumping et favoriser l'exportation. Sur la dette étrangère, descendue au 20 ou 30 % de sa valeur nominale, il prélevait un supplément en valeur d'exportation de 250 % qui devait revenir à l'exportateur. Les cloîtres devaient ainsi payer plus qu'ils n'avaient reçu et leurs créanciers ne touchaient qu'une faible partie du paiement.

Comment les cloîtres allaient-ils alors se libérer de leurs dettes ? Ils se trouvaient pris dans un conflit de conscience. Devaient-ils se conformer à une loi immorale et injuste, préjudiciable aux créanciers ? Ne valait-il pas mieux dédommager honnêtement les prêteurs ? Le III^e

Reich les accusera alors d'avoir violé la loi. Il contraindra la justice officielle à jouer un rôle scandaleux. Le bruit qu'on fait autour de ces procès ne fera, comme pour l'incendie du *Reichstag*, que prouver l'innocence des accusés. Était-ce là une récompense pour l'immense effort de charité que les Ordres et Congrégations avaient accompli au temps de la terrible crise ? N'était-ce pas plutôt le prélude à la sécularisation pure et simple des biens ecclésiastiques ?

Les scandales de mœurs n'ont pas mieux réussi aux Nazis. Tout le monde sait que certains vices ou passions peuvent se dérober sous les vêtements ecclésiastiques. [75] Mais jamais un État ne s'était ainsi abaissé à utiliser ces scandales pour nuire sciemment à l'autorité ecclésiastique. Les Nazis s'amuse ici à feindre l'indignation morale. Ils le font avec d'autant plus de facilité que les accusés ne peuvent librement se défendre. Connaissait-on, en Allemagne, le scandale de même nature qu'avait révélé la tragique affaire du 30 juin 1934 ? Mais on voulait discréditer l'Église et il fallait obéir au mot d'ordre du *Führer*. Créer à l'Église des martyrs, s'écriait le *statthalter* Wagner, jamais le III^e *Reich* n'y consentira. *Il faut créer à l'Église des criminels*. Et les séries de procès continueront à l'infini.

Si les procès de mœurs ont diminué sensiblement depuis juillet 1937, ils peuvent se renouveler à tout instant. Quand l'occasion se présente, on rappelle les condamnations prononcées et on profère des menaces pour l'avenir. Le docteur Goebbels est coutumier du fait. Ou bien, quand tel procès s'est terminé à l'avantage de la Congrégation qui a fait le nécessaire en expulsant les coupables, on évacue quand même toute une maison de santé de son personnel religieux. Le cas s'est produit à Trêves à la mi-juillet 1937.

Les condamnations pour délits politiques ont été nombreuses. Au temps du « *Kulturkampf* » bismarckien, on utilisait le fameux paragraphe du Code pénal allemand concernant les délits de chaire. Les Nazis y reviennent, et cette fois sans la discrétion dont leurs prédécesseurs avaient fait preuve. C'est le règne de l'arbitraire le plus absolu. Il faudrait des pages pour énumérer les condamnations subies par des prêtres soi-disant imprudents en paroles. Le motif de haute trahison a été employé surtout contre le haut clergé. [76] C'est ainsi qu'on a arrêté le docteur Banasch, chef du service de l'Information ecclésiastique de Berlin, qui renseignait les évêques allemands sur les agissements de la *Gestapo* contre l'Église. *On l'accusait de trahir des*

secrets d'État. Ces poursuites, qui avaient diminué depuis l'été 1937, ont repris de la fin de 1937 à 1938. On arrête bien plus de prêtres que de pasteurs. Et il arrive souvent que le motif de l'arrestation soit inconnu.

Les ecclésiastiques catholiques ont-ils subi de mauvais traitements ? Peut-on parler d'un « *Kulturkampf* » à coups de bâton ? Dans une certaine mesure. Il arrive que les jeunes Nazis se livrent à des sévices graves, non seulement contre les jeunes catholiques qui restent fidèles à leurs associations, mais encore contre des prêtres qu'ils traînent hors de leur demeure pour salir et rendre ridicule le vêtement ecclésiastique. Tel prêtre est appelé au chevet d'un malade et subit en chemin les pires traitements. On ne sait pas combien de prêtres la *Gestapo* a envoyés dans les camps de concentration. Mais nul n'ignore qu'ils n'y sont pas mieux traités que les autres victimes. Des Nazis ont tiré sur la maison du Cardinal Faulhaber. Le palais épiscopal de Wurzburg a été par deux fois attaqué par de véritables hordes, les 7 et 28 avril 1934. On sait enfin quel massacre de catholiques éminents a eu lieu le 30 juin 1934.

La campagne contre l'enseignement de l'Église s'est naturellement élargie. Le recrutement des Facultés de théologie est devenu des plus difficiles. L'école confessionnelle est en recul. En 1937, il y avait déjà 3675 écoles mixtes de plus qu'en 1936. Partout on ferme les gymnases catholiques. Les livres de classe [77] sont impitoyablement épurés. On s'attaque surtout à l'Ancien Testament. Les parents s'inclinent devant ce régime de terreur. Mais, quand l'évêque de Fulda demande à 50 800 familles leur avis par plébiscite secret, il obtient encore le 99 p. 100.

L'annexion brutale de l'Autriche en mars 1938 a modifié assez sensiblement le problème. Foncièrement catholique, l'Autriche avait, dans sa récente Constitution, resserré ses liens avec le Saint-Siège, afin de mieux résister à l'invasion nazie. Aussi attendait-on, lors de l'annexion, une réaction très vive des milieux ecclésiastiques. Cette attente a été cruellement déçue.

Un changement d'ordre statistique a été le premier résultat de ce coup si soudain et si violent. Alors qu'il y avait autrefois un tiers de catholiques pour deux tiers de protestants dans le *Reich*, on a maintenant deux cinquièmes de catholiques contre trois cinquièmes de la confession rivale. Ce n'est certes pas la moindre conséquence de cette annexion.

Le 26 février 1938, Mgr Innitzer avait encore lancé un appel vibrant : « Dans la loyauté et le travail, disait-il, personne ne doit nous dépasser ». Or, dès l'arrivée des Allemands, l'Église autrichienne invite les fidèles au calme et prêche l'obéissance. Dès le 12 mars, Mgr Innitzer demande aux catholiques « *de remercier Dieu de ce que la grande Révolution politique se soit accomplie sans effusion de sang* ». Il se porte au delà de ce que l'Église prescrit. Il veut qu'on prie pour l'*heureux avenir* de l'Autriche, qu'on exécute les ordres *volontairement* et *de bonne foi*. Il va jusqu'à exprimer directement à Hitler *sa joie*, jusqu'à lui promettre la collaboration et le *loyalisme* des catholiques. Il jette [78] ses principes par dessus bord et renie son passé. Viennent ensuite les déclarations solennelles concernant *le bolchevisme dont les Nazis allemands auraient délivré l'Autriche*.

Autant de beaux arguments pour la propagande plébiscitaire des Nazis. Gœring ose parler d'un simple *partage* entre l'Église et l'État autrichiens. Le Vatican s'étonne et fulmine, Mgr Innitzer ayant agi sans même le consulter, dans l'espoir secret, peut-être, de se voir un jour Primat de l'Église catholique allemande. Le prélat se rend à Rome et y prodigue des promesses qu'il oublie dès son retour à Vienne. Car il croit de nouveau devoir prier pour le national-socialisme et la Grande Allemagne.

S'était-il imaginé que la synchronisation du clergé autrichien lui vaudrait un traitement de faveur ? Sans doute. Or, le plébiscite est à peine terminé que la persécution commence, semblable à celle qui se poursuit : dans le *Reich*, mais pour y trouver un épiscopat autrement résistant que celui d'Autriche. L'épiscopat autrichien n'allait pas tarder, en effet, à subir les dures conséquences de sa lâcheté.

Si donc l'annexion de l'Autriche a augmenté dans le *Reich* le nombre des catholiques, elle n'a en rien diminué le danger qu'y court le catholicisme. Par malheur, le catholicisme des pays sudètes n'a guère montré plus de courage. Le parti chrétien-social y avait déjà fusionné avec le parti Henlein. Les protestations avaient été d'ailleurs fort tardives. Et les jeunes clercs originaires des régions sudètes s'étaient révoltés contre leurs supérieurs tchèques, exigeant que l'ordination leur fût conférée par des évêques allemands.

Dans le *Reich* lui-même, le haut clergé n'a jamais [79] interrompu sa résistance. Mgr Faulhaber, en novembre 1937, déclarait dans la

cathédrale de Munich : « Nous restons catholiques et rien ne nous séparera du Christ et de l'Église, ni la faim, ni le danger, ni même l'épée ».

Il ne semble pas que la guerre ait, depuis septembre dernier, sensiblement modifié la situation des catholiques dans le III^e Reich. Mêmes brimades, mêmes exactions. Les vases sacrés sont réquisitionnés. Les églises sont souvent fermées sous prétexte qu'elles n'offrent pas de sécurité suffisante contre les bombardements aériens. On dira encore qu'il faut supprimer des feuilles religieuses à cause du manque de papier. C'est toujours la même méthode *oblique*. Hitler aurait parlé de détruire le catholicisme allemand. Cette menace n'ajoute rien à ce que nous savons de ses intentions.

La Papauté a pris définitivement position dans l'Encyclique du 20 octobre 1939 où elle a, une fois de plus, fixé en termes magnifiques et souverains l'irréductible opposition qui existe entre racisme et catholicisme. Elle a stigmatisé « la conception qui assigne à l'État une autorité illimitée » et affirmé l'existence d'un pouvoir spirituel qui domine races, peuples et nations. Ce faisant, elle a montré que pouvaient se joindre à elle tous ceux qui, au nom d'autres idées ou doctrines, condamnent avec la même énergie le totalitarisme politique et croient à l'esprit international.

Entre les déclarations solennelles de la Papauté et les intentions cyniquement avouées de Hitler il n'y a dorénavant plus aucune commune mesure. Toute conciliation, tout compromis paraît impossible, à la lueur des événements tragiques dont nous sommes [80] les témoins. Seule la victoire des nations occidentales, seule la chute du régime hitlérien peut mettre un terme à un conflit qui reste, pour l'époque présente, sans issue.

[81]

Hitler et le christianisme.

Chapitre V

L'ÉTAT NAZI ET LE LUTHÉRANISME ÉVANGÉLIQUE (1933-1939)

[Retour à la table des matières](#)

Il convient d'établir, pour le protestantisme, une distinction entre la doctrine et les affaires ecclésiastiques. Le problème est complexe parce que le protestantisme dont il s'agit est d'origine allemande et luthérienne et que, d'autre part, ses Églises sont multiples et divisées. Terrorisés par le régime, les catholiques peuvent aller jusqu'à des plébiscites apparemment favorables au nazisme. Mais ils n'en restent pas moins groupés autour de leur clergé et de la Papauté. Ils n'auraient, semble-t-il, aucune peine à se retrouver et à se rassembler eux-mêmes, du jour où prendrait fin, avec ce régime détestable, la persécution qu'ils subissent. Dans le camp protestant au contraire, où l'on va de la négation absolue du christianisme jusqu'à la résistance héroïque d'un Niemöller, les nuances les plus diverses sont représentées. Si les uns sont de farouches partisans du nazisme, les autres tentent, au péril de leur liberté, de sauver tout ce qui peut être sauvé. Entre ces deux attitudes prennent place de nombreuses compromissions.

[82]

1. La question doctrinale

[Retour à la table des matières](#)

En face de la nouvelle situation que l'hitlérisme lui fait à partir de 1933, le protestantisme maintient et détermine avec plus de précision ou de force les groupements et les tendances qui se dessinaient déjà, vers 1932, dans son sein.

Les hitlériens cent pour cent qui, d'origine protestante, abandonnent totalement le christianisme pour revenir, soit à un paganisme assez proche de celui des anciens Germains, soit aux vieilles coutumes paysannes et rituelles d'autrefois, forment une masse difficile à délimiter. Un certain nombre de Chrétiens Allemands les rejoignent. Le Mouvement de la Foi allemande de Bergmann et Hauer exerce dans ces milieux son influence. Divers courants se mêlent inextricablement. Il s'agit d'ailleurs plutôt d'un état d'esprit qui est celui du Nazi enthousiaste, celui surtout de la jeunesse formée entièrement par le régime. Si l'on se remémore les déclarations de Hitler notées par H. Rauschning, le centre de cette religiosité diffuse, c'est Hitler lui-même, Hitler symbole et incarnation de son peuple, Hitler divinisé, devenu l'Idole par excellence et à l'exclusion de tout rapprochement avec le christianisme. Et cette religiosité implique, comme le dit le *Führer*, la destruction totale du christianisme.

Car cette religiosité prend justement la forme d'un militarisme à la fois cynique et pratique qui inspire les actes de persécution et de destruction que l'on sait. Le nazisme poursuit un idéal. Il veut réaliser une société de type mystico-militaire. Comme le bolchevisme, [83] il se débarrasse du christianisme. Mais, si analogie il y a, sa mystique et son organisation actuelles ne sont nullement une copie simple et directe des rites et coutumes des anciens Germains.

Les Chrétiens Allemands ne semblent pas avoir sensiblement modifié leurs positions. Ils ont plutôt précisé le compromis qu'ils cherchent à établir entre le christianisme et le racisme. S'ils passent actuellement par une crise, c'est que le nazisme tend à éliminer totalement le christianisme.

Ils ont défini avec plus de netteté la notion de christianisme *positif*. Ce terme désignait autrefois l'orthodoxie par rapport au libéralisme. Il prend aujourd'hui un autre sens et désigne le christianisme « existentiel », le christianisme « tel qu'il existe ». On établira donc une liaison nouvelle entre le christianisme universel, tel qu'il existe, tel qu'on entend le respecter, et l'Allemand du III^e *Reich*, l'Aryen typique, tel également qu'il existe et qu'on entend le respecter. De même que la Révolution national-socialiste prétend introduire des données nouvelles dans le droit international, de même elle veut faire ici pénétrer sa conception dans le domaine chrétien. *Il faut y faire place, coûte que coûte, au Nazi.*

Or, si le Nazi est l'Allemand qui se définit par l'appartenance absolue à la Race, il faut :

- 1° Rompre complètement avec l'Ancien Testament et le judaïsme ;
- 2° Déclarer négatif le christianisme qui sépare Dieu et le Christ de la nation ou de ses fonctions vitales ;
- 3° Appeler christianisme positif celui qui établit une liaison vivante et organique entre les réalités [84] divines et les vraies valeurs d'ici-bas, à savoir la *Race*, le *Sang* et le *Sol*.
- 4° Atténuer fortement le dogme luthérien du péché originel et substituer à une religion d'humilité une religion d'affirmation et d'activité héroïques vouée au bien de l'Allemagne.

La création terrestre n'est donc pas entièrement corrompue. Le nordisme est justement là pour la régénérer. La Race germanique est voulue de Dieu, *en sa supériorité et sa forme mêmes*, autant et *plus* que toute autre race. Il n'y a de véritable Église chrétienne que celle qui pénètre la substance populaire toute entière. Il n'y a de véritable Évangile que celui qui s'adresse à tous les membres de la Communauté nationale et satisfait leurs aspirations légitimes. Telle est l'origine de l'Église du *Reich* (*Reichskirche*), qui serait avant tout protestante, donc luthérienne et parfaitement nationale.

À partir de 1933, ces affirmations fondamentales ont été reprises et complétées dans le sens de la domination brutale que le nazisme a tenté d'exercer sur les Églises évangéliques.

Rien de plus typique pour la mentalité du nazi moyen que certaines déclarations des Chrétiens Allemands. On dira, par exemple, que l'Église future doit exprimer et incarner *l'Allemand actuel*, cela d'après le principe de la sélection des meilleurs, *dans le but de diriger et de protéger les efforts qu'accomplit l'Allemand pour maintenir, dans sa recherche de Dieu, son originalité, sa forme particulière et le type d'humanité qu'il représente*. Tel autre affirme que l'Église à venir prendra position à l'égard de l'Ancien Testament et aussi des passages bibliques *qui ne sont pas une Révélation de notre Sauveur*. [85] Car il faut synchroniser l'Église et l'État pour assurer à la nation cette intensification inouïe de ses énergies (*unerhörte Kraftsteigerung*) qui lui permettra d'atteindre ses fins. *L'État a besoin de l'Église pour discipliner la masse*.

Voici encore un Chrétien Allemand qui parodie la Genèse. Dieu a dit : que le Peuple naisse et le Peuple fut, entendez bien le Peuple allemand. La foi doit se transformer et prendre un sens nouveau. *Elle signifie que le Christ veut intégrer tous les hommes allemands dans leur Communauté nationale*. Sans cette intégration il n'y a ni Église, ni Paroisse. On n'admettra donc comme pasteurs que des gens de pur sang allemand.

La guerre, dira un autre nazi chrétien, ne fait en aucune manière violence à la conscience chrétienne. Elle est, au contraire, conforme à la volonté de Dieu. Le régime fondé par Hitler *crie après l'Église*. Que l'Église entende cet appel. Car il y a équivalence entre la liberté politique et la Foi allemande. *Les Chrétiens Allemand seront les SA de Jésus-Christ !* Le guerrier et le chrétien ne doivent se laisser arrêter par aucune considération. W. Beyl, évêque de Brunswick, le plus jeune des évêques protestants du monde puisqu'il n'a que 31 ans, affirme que *quiconque refuse de faire son salut à la manière allemande devra y être contraint à coups de poing par les SA*. Le vieux caporalisme luthérien n'est décidément pas mort.

D'autres font de Hitler le Sauveur allemand. *Christ est venu vers nous par Adolf Hitler... Nous n'avons, à vrai dire, qu'un devoir à remplir : devenir allemands*. Dieu se révèle par les Allemands et par

leur *Führer* au monde contemporain. « Au centre même de toute lutte se dresse devant nos yeux le Christ, Christ le Héros, tel que le vieux [86] poète saxon, le poète du Heltaud, l'a proposé comme Héros et Chef à ses Saxons ».

De telles citations peuvent être multipliées à l'infini. Unanimisme absurde dans l'acte de divinisation nationale. Il ne s'agit ici ni d'une doctrine, ni d'une théorie, mais d'un état d'esprit particulier, assez difficile à imaginer, unique peut-être au monde dans sa puérile et naïve assurance. Or, cette mentalité ne suffit pas aux yeux du Parti. Dans son intransigeance, il désavoue les Chrétiens Allemands parce qu'ils sont encore chrétiens ou prétendent l'être. Et il semble que la guerre ait renforcé cette proscription.

Le Mouvement de la Foi allemande, qui complète les Chrétiens Allemands dans le sens de la mystique théosophique, a pris corps en 1934. Ses nuances étant assez variables, ses membres ont essayé, pour parer au morcellement qui les menaçait, de se grouper et de dégager les affirmations qui leur sont communes. Ils voulaient, en outre, être placés sur le même pied que les confessions chrétiennes. C'est au cours de l'été 1934 que leurs représentants se réunissent à Eisenach pour y constituer « La Communauté de la Foi allemande ». Ils élisent un Comité où figurent Hauer et Bergmann. C'est ce dernier qui a rédigé les 25 points de la religion nouvelle, émanation visible du national-socialisme.

Sans doute le mouvement a-t-il essayé de se développer en Allemagne, multipliant conférences, exposés et manifestations. Mais il ne semble pas destiné, en tant qu'organisation collective et surtout populaire, à de très hautes destinées. Il avait compté sur la séparation des Églises et des États comme sur la déliquescence du protestantisme pour augmenter le [87] nombre de ses adeptes. Cet espoir a été déçu. Car il s'agit là également d'une mentalité, d'une tendance diffuse. C'est un mouvement plutôt ésotérique, peu accessible à la masse, par là contraire aux tendances profondes du nazisme.

Face à ces éléments qui sont plus ou moins liés au national-socialisme, les croyants ont réagi et résisté avec plus ou moins d'énergie affirmative.

Ici encore, plusieurs nuances ou attitudes. Les uns admettent une manière de compromis avec le nazisme. Les autres cèdent sur certains points. D'autres enfin représentent l'opposition la plus vigoureuse.

L'ancien libéralisme, très affaibli en Allemagne depuis la guerre, ne joue dans ce vaste débat qu'un rôle effacé. Certains de ces éléments voisinent avec le national-socialisme sans aller aussi loin que les Chrétiens Allemands. Les écrits de W. Stapel, du pasteur Gogarten, le mouvement de la Nouvelle Réforme du Dr. Künneth y figurent en bonne place. Ce que souhaitent ces protestants, c'est une rénovation que le protestantisme accomplirait sous forme *nationale* et *autoritaire*, mais *de lui-même* et *spontanément*. Les Églises évangéliques iraient ainsi au devant du danger, essayant de sauver autant qu'il se peut la liberté chrétienne. En d'autres termes, les protestants obéiraient à Hitler *sans attendre ses ordres*.

Ces groupes intermédiaires se proposent de réaliser l'Église nationale unique, mais tout en redoutant une centralisation dictatoriale que l'État nazi imposerait à la nouvelle Église. Ils voudraient que le protestantisme allemand se donnât lui-même, à la faveur de circonstances exceptionnelles, l'unité et l'autorité dont il a besoin pour unifier les Églises et les adapter [88] à une situation nouvelle. Ce serait une sorte de moyenne entre le *démocratisme*, dont on ne veut pas, et la *dictature*, qu'on repousse. Et ces milieux paraissent hésiter quant au degré de sécularisation que devrait subir l'Église nouvelle.

Restent les orthodoxes fidèles qui, sans faillir à la tradition, tentent de renouveler et d'affirmer les positions essentielles de la foi évangélique. Faut-il nommer ici Karl Barth, le théologien suisse, qui a dû échanger sa chaire de Bonn contre celle de Bâle et quitter l'Allemagne nazie, le pasteur Niemöller et tant d'autres théologiens ou pasteurs, personnalités vigoureuses qui ne baisent pas avec le national-socialisme et osent lui résister en face ?

Karl Barth a fortement résumé et ramassé les arguments que ces protestants de roche opposent aux Chrétiens Allemands, au mouvement de la Foi germanique, en général à la religiosité nazie. Ces arguments sont ceux du luthéranisme originel, avec des éléments qui, pour certaines Églises de l'Allemagne occidentale, sont empruntés au calvinisme. On rappelle donc que la Sainte Église chrétienne, dont le Chef unique est Jésus-Christ, est née de la Parole de Dieu, qu'elle y

reste et qu'elle n'écoute pas les voix étrangères qui veulent la détourner de sa tradition. Cette Église ne vit que de son Seigneur Jésus-Christ. Elle ne reconnaît pas d'autres « *Führer* ».

Voici un passage qui date du 25 juin 1933 et se trouve dans un article de Karl Barth qu'a publié sa revue *Theologische Existenz heute* ! On peut le citer entre mille.

« La voilà, l'atroce tentation de notre époque, qui apparaît sous toutes les formes possibles et imaginables. [89] De nouvelles prétentions ont une telle puissance que nous ne comprenons plus ce qu'il y a de force intense et d'exclusivité absolue dans l'affirmation de la Parole divine, que nous ne comprenons plus cette Parole elle-même. Pris d'angoisse en face de toutes sortes de dangers, nous ne nous fions plus tout à fait à la puissance de la Parole de Dieu. Nous croyons devoir y suppléer par mille moyens divers, ne voyant pas que nous rejetons complètement la confiance que nous avons en sa victoire ».

Pour Barth, il y a confusion, entre la Révolution politique accomplie par le nazisme et l'Église chrétienne autonome. Celle-ci ne saurait obéir qu'à la Parole de Dieu. Tout autre appel lui est radicalement étranger. Il y a la politique et il y a la théologie. Les Chrétiens allemands condamnent l'Église à mort en la livrant comme ils le font au national-socialisme et en substituant Hitler à Christ. C'est donc se mettre hors de l'Église évangélique que de prêcher un christianisme qui serait enraciné dans le « *Volkstum* » et d'assurer aux hommes qu'ils se divinisent eux-mêmes par la nation. Karl Barth imagine, non sans raison, que les Chrétiens Allemands finiront par rejeter le christianisme en totalité et se laisseront absorber par la Foi germanique. En réalité, les Nazis eux-mêmes les abandonnent dans la mesure où les Chrétiens Allemands prétendent être encore chrétiens. De toutes manières, Karl Barth et les siens nient absolument que l'Église soit tenue de se plier aux exigences nazies. Ils affirment son autonomie absolue. N'étant plus consentie, l'obéissance du pastorat et des fidèles serait sans valeur. « Il était temps, s'écrie Barth, que le pastorat se ressaisît et que, de concert avec les fidèles, [90] il opposât un "non" énergique aux prétentions du national-socialisme et des Chrétiens Allemands ».

On voit les termes du conflit et la hiérarchie des attitudes. Les purs Nazis abandonnent le christianisme et ne parlent que d'héroïsme païen. Les Chrétiens Allemands appliquent les dogmes chrétiens à la

Communauté allemande, disant, comme ils l'ont fait dans leur réponse à la Conférence d'Oxford, que le péché est ce qui fait obstacle à la réalisation historique de cette Communauté, que la rédemption est ce qui la favorise. Enfin, les orthodoxes reviennent aux positions traditionnelles du luthéranisme œcuménique, qu'ils affirment, devant le danger que court l'Église, avec une énergie désespérée, opposant leur foi à celle du national-socialisme.

2. La question ecclésiastique

[Retour à la table des matières](#)

Le conflit ecclésiastique se calque exactement sur ces positions doctrinales. Les vrais Nazis veulent détruire l'Église évangélique, tout comme l'Église catholique. Les Chrétiens Allemands ont tenté de construire l'Église du *Reich* conforme aux volontés du *Führer* et ont échoué. En face du nihilisme de ces iconoclastes que sont les Nazis conséquents, l'Église orthodoxe, qui a pris le nom d'*Église de la Confession* (*Bekennniskirche*) maintient la tradition du pur luthéranisme et du protestantisme réformé.

Il faut donc distinguer, dans cette histoire des années 1933-1939 deux périodes. La première, ou ère *Müller*, est celle de la tentative risquée par les Chrétiens Allemands. La deuxième, qui commence [91] vers 1935, est l'ère *Kerrl*, celle où l'Église de la Confession lutte contre le pouvoir nazi lui-même, représenté par le Ministre des Cultes.

A. Le 17 avril 1933, après un certain nombre d'essais qui avaient été faits dans divers États allemands, le pasteur Müller, aumônier de la circonscription militaire de Königsberg, qui connaissait Hitler depuis 1927, discute pour la première fois à Berchtesgaden avec le *Führer*, et très longuement, le problème d'une Église évangélique du *Reich*. Depuis 1932, Müller était le Chef des Chrétiens Allemands de la Prusse orientale et faisait une ardente propagande en faveur de Hitler et du national-socialisme. On prétend même qu'il aurait exercé une profonde influence sur le maréchal von Blomberg, qui voulait au même moment orienter la *Reichswehr* vers le national-socialisme et en faire un des plus

solides appuis du régime. *Protestantisme et militarisation devaient aller de pair.*

Pour récompenser Müller, on le nomme évêque du *Reich* et, le 25 avril 1933, il est muni par Hitler lui-même de tous les pouvoirs nécessaires. Müller prend alors pour coadjuteur le pasteur Hossenfelder, chef du Comité National des Chrétiens Allemands. Et l'on constitue en même temps une Commission dite « des Trois », qui comprend les pasteurs Kaples, Marahrens et Hesse, chargée de réformer la Constitution du protestantisme allemand.

Le 23 mai, quand les Chefs des Chrétiens Allemands demandent que Müller soit reconnu évêque du Reich, la réponse du monde protestant ne se fait pas attendre. Les 26 et 27 mai, la majorité élit, non pas Müller, mais le pasteur Bodelschwingh. Telle est la décision des plénipotentiaires désignés par les Églises territoriales. [92] Très connu dans le monde protestant, mais modeste, Bodelschwingh ne voulait être que « diacre » de la nouvelle Église, non évêque du *Reich*. Or, il se trouve évêque contre son propre gré.

Le texte de la nouvelle Constitution ecclésiastique paraît vers le milieu de juillet 1933. Il prévoit, aux côtés de l'évêque du *Reich*, un Ministère comprenant les délégués des Églises particulières. En septembre, le Synode prussien sanctionne la Constitution. Puis le Synode national de Wittenberg la confirme, mais en substituant Müller, créature de Hitler, à Bodelschwingh. Le nouvel évêque constitue son Ministère et convoque à Berlin, en novembre 1933, les Chefs des diverses Églises territoriales. Le premier échec de Müller est réparé. Une violente vague de propagande nazie, véritable offensive concentrique dirigée contre Bodelschwingh, emporte ce dernier.

Qui ne voit ce dont il s'agit ? Il s'agit de remplacer l'esprit synodal par l'esprit *hiérarchique* entendu au sens nazi. En d'autres termes, on veut introduire dans cette Église du *Reich* le « principe du Chef » (*Führerprinzip*), c'est-à-dire la dictature à l'hitlérienne. Le nouveau régime essaie de combler l'abîme qui était toujours resté béant entre la prédication du nationalisme unitaire et le fédéralisme pratique des confessions, surtout du luthéranisme évangélique. L'État nazi avait soumis les citoyens du *Reich* à la discipline et à la synchronisation que l'on sait. Allait-il franchir la frontière spirituelle, pour étendre sa tyrannie aux âmes et aux consciences ?

Pour aider Müller et renforcer son action en face de la résistance qui se dessine, le gouvernement nazi lui adjoint Jäger, premier Commissaire d'État pour [93] toutes les Églises évangéliques de Prusse, vrai dictateur prussien qui double celui du *Reich*. Müller et Jäger se mettent à l'œuvre sans tarder et tentent de pourvoir tous les postes ecclésiastiques de nature administrative avec des Chrétiens Allemands. Müller déclare que Hitler est l'instrument de Dieu puisqu'il a détourné de l'Allemagne « le chaos bolchevique ».

Vers la fin de 1933, placé en face d'une opposition qui s'affirmait déjà, Müller avait un instant hésité ! Il avait passé de la violence initiale à l'esprit de concession. Mais il reconstitue son Ministère en passant outre aux propositions des Églises, interdit aux pasteurs et aux fonctionnaires ecclésiastiques toute participation aux polémiques du jour et consacre le principe autoritaire dans l'Église du Reich, sans toutefois la transformer en Église d'État. Et c'est alors que, sourd à toutes les protestations, *il conclut avec Baldur von Schirach, Chef des Jeunesses hitlériennes, une convention concernant la Jeunesse protestante et tendant à l'absorber dans la Jeunesse nazie.*

La dictature de Müller et Jäger s'est considérablement renforcée au cours de l'année 1934. Recours à la police, fermeture des Églises, arrestations et perquisitions se multiplient. On met en cause, s'il le faut, le loyalisme des opposants. Car c'est l'argument suprême. L'Église, disent Müller et Jäger, *n'est pas destinée à satisfaire la « religiosité excessive » de certains individus. Elle est là pour le peuple, pour la collectivité, pour le sang, le sol et la race des Allemands.* L'évêque remanie une fois de plus son Ministère, rattache l'Église unifiée de Vieille-Prusse à l'Église du Reich, refond l'organisation des Jeunesses protestantes, emploie [94] les pires moyens de pression à l'égard des paroissiens indociles.

Il nomme alors Jäger conseiller juridique de son Ministère renouvelé. Sous la pression des deux dictateurs, entre avril et octobre 1934, les Églises territoriales cèdent les unes après les autres. En août 1934, le second Synode national sanctionne tout ce travail préparatoire et confie à l'Église du *Reich* toute la législation ecclésiastique. Si les Églises de Wurtemberg et de Bavière résistent encore, on entame contre elles une campagne violente d'intimidation. Müller se déclare prêt à mettre fin au morcellement du protestantisme. « Dieu, dit-il, a donné à notre *Führer* le pouvoir de révolutionner notre peuple par un

déploiement d'énergie vraiment prodigieux et de le transformer totalement ».

Mais tant de brutales vexations inquiètent les Chrétiens Allemands eux-mêmes. Jäger se voit obligé de démissionner, tandis que la dictature de Müller se relâche visiblement. S'il reste en place, malgré la protestation des siens et les assauts de l'opposition, c'est que les autorités hitlériennes le soutiennent. Leur appui est évident dès la fin de 1933 et il s'est affirmé de plus en plus en 1934. C'est sans doute la raison pour laquelle, cette année-là, l'opposition a paru fléchir. D'ailleurs, les Chefs hitlériens ne s'entendaient pas eux-mêmes. Tandis que Hitler parlait encore de neutralité apparente, Gœring et Göbbels parlaient de dictature et de destruction. *N'était-ce pas un honneur pour le protestantisme que d'être appelé par le Führer à collaborer avec lui ?* Si les Églises ne veulent pas céder et se ranger toutes aux côtés d'Hitler, alors qu'elles [95] règlent elles-mêmes leurs affaires et s'entretiennent par leurs propres moyens.

En 1935, la dictature de Müller et Jäger prend fin. Une partie des Chrétiens Allemands, inquiète du progrès qu'accomplit le Mouvement de la Foi germanique, se sentant menacée par le paganisme nazi, rallie l'opposition protestante. M. Kerrl s'installe au Ministère des Cultes. Au même moment, les cours de Karl Barth à l'Université de Bonn sont suspendus.

Pendant ces premières années, la résistance protestante s'était affirmée avec énergie, non seulement sur le plan doctrinal, mais sur le terrain ecclésiastique. Les pasteurs commencent par s'organiser et forment une association qui prend le nom de « *Pfarrer notbund* » (Fédération défensive des Pasteurs). Ils protestent contre les Chrétiens Allemands, contre leur doctrine et surtout contre la création d'une Église du *Reich* acquise aux Nazis. Ils tiennent à Barmen un premier synode libre en février 1934. En Bavière et en Wurtemberg, évêques et pasteurs se dressent contre la menace dictatoriale. En Westphalie, où les traditions synoviales et démocratiques sont les plus fortes, même résistance vigoureuse. Et c'est, en mai 1934, la constitution du *Front confessionnel* de la *Bekenntniskirche*, qui fait pendant à la « *Reichskirche* » des Chrétiens Allemands. Au début de 1935, des négociations s'engagent entre les Chrétiens Allemands et l'Église de la Confession. Mais elles échouent. Elles devaient échouer. Comment trouver un compromis entre le christianisme entièrement germanisé des

uns et la tradition de la pure orthodoxie luthérienne, fondée sur la Parole biblique ?

B. C'est en septembre 1935 que M. Kerrl s'est installé [96] au Ministère des Cultes. Peut-on dire que, d'accord avec Hitler, il crée l'Église d'État ? Mais il n'y a pas d'Église nationale hitlérienne. Ce qu'il y a, dans le III^e *Reich*, c'est un État qui prétend être, de par sa structure et sa mystique propre, une Église dont le Chef serait Hitler, un État qui persécute les Églises existantes, un État qui n'a de religieux que sa croyance à l'hégémonie providentielle du peuple allemand et à l'incarnation qu'en est Hitler dans sa pensée.

M. Kerrl commence par jeter par dessus bord l'évêque Müller et par installer à sa place une Commission de l'Église du *Reich* dont il nomme lui-même les membres. Il prend des mesures analogues pour l'Église prussienne. Mais comme il ne trouve, pour cette Commission qui reste en l'air, aucune grande vedette du protestantisme, il la remplace par une sorte de Cabinet qui ne se compose que de fonctionnaires assez insignifiants. Il a tout pouvoir sur les protestants des 29 Églises des États allemands. Ce qui ne veut nullement dire qu'il puisse les intégrer dans une véritable Église du *Reich* qui aurait son dogme, sa Constitution, ses temples et ses fidèles. L'Église nationale, c'est le Parti nazi, c'est une jeunesse fanatique qui divinise Hitler et meurt pour lui sur les champs de bataille actuels.

C'est le cas de M. Kerrl lui-même qui se dit « né de nouveau par Hitler, le nouveau Christ politique (*Staatschrist*) ». Au nom de ce Christ politique il lutte désespérément contre l'Église de la Confession, qu'il essaie de ruiner par ses décrets vers la fin de 1936. L'activité religieuse de Kerrl consiste à maltraiter les évêques et les professeurs de théologie, à sévir contre les pasteurs et les fidèles. En face de tant d'exactions [97] et d'injustices la « *Bekennniskirche* » est résolue à lutter jusqu'au bout. Dix mille pasteurs protestent à la fois. Seul, dans cette Église traditionnelle qui ose confesser le Christ de l'Évangile, l'évêque Marahrens, de Hanovre, biaise avec le régime nazi et témoigne d'une insigne mollesse. C'est à lui qu'on peut opposer Niemöller, le pasteur actif, énergique et fidèle entre tous, condamné à rester en cellule, n'ayant comme livre que sa Bible. En janvier 1936, l'Église de la Confession a lancé une nouvelle proclamation pour dire sa foi, son

espérance, surtout son intransigeance absolue. De cette Église on peut dire qu'elle sauve actuellement le protestantisme d'outre-Rhin.

À partir de 1937, le problème des rapports entre les Églises et les États en Allemagne est posé en des termes nouveaux. Les attitudes contraires se renforcent mutuellement. Que veut le III^e Reich ? Il prétend tenir la balance égale entre les deux confessions. Il parle d'introduire la séparation des Églises et des États, *cela pour priver les Églises des avantages financiers dont elles disposent actuellement et pour exercer sur elles le contrôle le plus absolu*. En fait, la résistance des Églises est le seul obstacle que le nazisme ait trouvé en Allemagne sur sa voie. Résistance efficace d'ailleurs et gage de victoire future. Pourquoi ? Parce que, comme l'Église catholique, l'Église de la Confession *existe, continue d'exister et occupe dans le III^e Reich un espace ou le Reich nazi ne pénètre pas (staatsfreier Raum)*. Or, c'est là l'essentiel : empêcher que l'État hitlérien n'envahisse tout. Tenir ce terrain, cette position où le nazisme n'est pas maître absolu, cela seul est un triomphe. Il n'y a donc ni fusion ni séparation. Ces termes n'ont plus de sens. L'Église *existentielle*, [98] fondée sur le christianisme *existentiel*, est là. Elle se cantonne sur ses positions traditionnelles, comme le fait la Papauté dans son Encyclique. Existence et distance ont ici la même signification, la même valeur d'affirmation.

Qu'importe alors la persécution. Elle suit son cours, mais sans entamer la réalité qui veut vivre. Le cas Niemöller est symbolique. Après avoir longtemps hésité, les autorités le font arrêter le 1^{er} juillet 1937. On le libère dix jours plus tard pour le réincarcérer ensuite. Dans son dernier sermon, Niemöller avait retourné contre les Nazis l'argument dont ceux-ci se servent contre le christianisme pour le discréditer, en disant qu'il n'est qu'une institution humaine. Il avait rappelé que le chrétien obéit à Dieu plutôt qu'aux hommes, affirmant à sa manière qu'il y a un autre pouvoir que celui de l'État et que ce pouvoir, étant divin, est universel.

Non que Niemöller dédaignât la persécution et oubliât le tragique de la situation.

Quiconque, disait-il, s'est trouvé seul comme moi-même au service de communion, en présence de trois jeunes agents de la Gestapo, chargés d'espionner les fidèles du Christ pendant leurs prières,

pendant le chant et la prédication..., celui-là ne peut aisément oublier la honte de l'Église.

Le procès intenté à Niemöller reste, de ce point de vue, l'un des faits les plus essentiels de ces dernières années. Il a eu lieu le 7 février 1938, devant le tribunal spécial de Moabit. Que reprochait-on à Niemöller ? Des attaques injustifiées entre les dirigeants de l'État, un abus de la chaire pour des fins politiques, l'incitation des fidèles à la désobéissance aux lois. Mais on proclame le huis clos, pour dérober le procès à l'attention [99] étrangère. Interrompu en raison de ce huis clos, le procès reprend le 18. Il aboutit à la condamnation de Niemöller, en vertu du « *Kanzelparagraph* » introduit autrefois par Bismarck : sept mois de forteresse et des amendes supplémentaires. Or, la peine de forteresse et la première amende furent considérées comme acquittées par la prison préventive subie par l'inculpé. Était-ce la libération ? Que non pas. La *Gestapo* s'empare de la personne de Niemöller et le transporte dans un camp de concentration. *C'est là qu'était le vrai scandale*, dans ce double jeu dont le gouvernement se rendait coupable. Juridiction régulière d'un côté, pour tromper l'opinion, police secrète de l'autre, pour supprimer le gêneur.

La liste et le récit des vexations subies par les Églises protestantes depuis quelques années n'ont pas de limites. Sur bien des points, associations de jeunesse, enseignement dans les Facultés de théologie, existence juridique des Églises, etc., la persécution antiprotestante ne diffère pas essentiellement de la persécution anticatholique. Arrestations, destitutions, interdictions de prêcher, autant de mesures dont de nombreux pasteurs ont été victimes. Le régime essaie également de paralyser le recrutement de l'Église confessionnelle. On a fermé plusieurs séminaires, ainsi que le fameux Centre apologétique de Berlin. Span-dau qui, sous la direction du docteur Kunneth, s'était spécialisé dans la lutte contre le néo-paganisme et les idées de Rosenberg. De nombreuses mesures ont été encore prises contre la presse protestante. On a obligé les pasteurs à prêter serment de fidélité au *Führer*. Mais les réfractaires ont été légion. À Berlin, sur 600 pasteurs convoqués, 160 ne se sont pas présentés, [100] proportion considérable si l'on songe que les opposants risquent la destitution.

S'il y a eu, entre le clergé catholique autrichien et le clergé allemand une complète divergence de vues concernant l'*Anschluss* forcé, les protestants des deux pays se sont au contraire parfaitement accordés. Il

faut dire, à la décharge des protestants autrichiens, qu'ils ont été durement traités en Autriche. C'est pourquoi ils ont accueilli le *Führer* avec enthousiasme, ce qui les mettait en évidente contradiction avec l'Église allemande de la Confession. Mais il faut, hélas ! ajouter que les fidèles de l'Église de l'opposition ont multiplié les manifestations de loyalisme, avec l'évêque Marahrens en tête. Car, disait le R. P. Boisselot dans un article de *L'Europe Nouvelle*, « c'est la constante habileté de Hitler de poser ses plébiscites sur un terrain spécifiquement allemand, concernant la politique étrangère, où il serait odieux pour un patriote allemand de répondre "non", alors qu'il s'agit authentiquement d'un succès éclatant de son pays ». Or, voyant les bonnes dispositions des fidèles, les Nazis se sont empressés d'imposer aux pasteurs le serment de fidélité qu'ils avaient jusqu'alors refusé de prêter.

Les événements dramatiques qui ont abouti au règlement territorial de la question des Sudètes n'ont pas été sans répercussions sur le conflit protestant. La Direction provisoire de l'Église de la confession a organisé, en septembre 1938, des services d'intercession en faveur de la paix. M. Kerrl a sévi avec rigueur, faisant suspendre le paiement des traitements dus aux membres de la Direction provisoire et introduire contre eux une procédure disciplinaire destinée à les faire rayer des cadres. En outre, Karl Barth ayant [101] écrit à un collègue de Prague une lettre où il identifiait la cause de la Tchécoslovaquie et celle de la civilisation, la presse nazie s'est saisie de l'incident pour dénoncer le « complot » ourdi contre le *Reich* et, en guise de représailles, la vente des œuvres de Karl Barth fut interdite sur toute l'étendue du territoire allemand.

Le fait capital de l'heure actuelle, c'est le discrédit dans lequel sont tombés les Chrétiens Allemands. C'est la preuve évidente que le régime ne veut plus, sur plan protestant, d'aucune compromission avec le christianisme. Cette attitude, devenue évidemment plus intransigeante en temps de guerre, n'a rien qui puisse nous étonner. Mais ce qui échappe à toute analyse, c'est le partage qui peut s'établir dans l'âme d'un protestant croyant entre le nationalisme, la fidélité au *Führer*, l'espoir de la victoire, et les convictions chrétiennes. Les deux Allemagnes cohabitent dans chaque cervelle et dans chaque âme allemande. C'est l'énigme même du peuple qui menace en ce moment toute notre existence.

*
* *

[101]

Hitler et le christianisme.

CONCLUSION

[Retour à la table des matières](#)

Le conflit entre l'État nazi et le christianisme est sans issue. Il n'y a pas de compromission possible entre le nationalisme religieux allemand tel que l'affirme le III^e *Reich* et une religion universelle par essence et tradition. Les termes du conflit sont parfaitement clairs, alors même que le protestantisme évangélique soit infiniment plus divisé ou vacillant en face de l'adversaire commun que le catholicisme-d'outre-Rhin. La lutte ne peut se terminer que par la [102] destruction totale de l'un des partis en présence. Et la collusion germano-russe met en évidence, par elle-même, l'imminence et l'immensité du danger.

Ce qui frappe, dans la mentalité de Hitler telle que la révèlent les Entretiens publiés par H. Rauschning, c'est la conviction du *Führer* touchant la décadence des idées et des institutions qui, sur plan national ou sur plan international, sont menacées par le nazisme. Il les traite toutes de sépulcres blanchis. D'elles il dit, sur un ton dédaigneux, qu'elles sonnent creux au-dedans. Foi allemande ou foi en l'humanité, sous quelle forme que ce soit ? C'est tout le problème du présent et de l'avenir.

Ce n'est pas sur cette tragique opposition, présente à tout esprit qui réfléchit assez pour échapper aux passions du jour, que notre étude peut apporter de nouvelles lumières. Je me suis surtout proposé de révéler au public la méthode que le nazisme emploie vis-à-vis des pouvoirs spirituels qu'il prétend devoir ruiner pour asseoir sur leurs décombres l'hégémonie allemande. Elle consiste justement à démoraliser l'adversaire, à le contraindre à douter de soi, à le désagréger par le

dedans. On ne l'attaque jamais de front, *sauf quand il est faible et que la victoire est assurée d'avance.*

Or, la manière toujours *oblique* qui caractérise les attaques contre les Églises chrétiennes prouve, à elle seule, que les Nazis ont compris l'insigne valeur de leur résistance. C'est exactement ce que la présente étude voulait démontrer.

FIN